ISSN 1662 – 4599

23 juin 2014
14e année
N° 13

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La neutralité armée a sauvegardé la paix de la Suisse

par Thomas Kaiser

Quelle suite donner à la votation du Gripen? C'est la question que tous les citoyens et citoyennes de notre pays doivent se poser, aussi ceux qui, malgré toutes les contradictions, croient à la paix éternelle en Europe, voient la Suisse enchâssée dans une Europe d'amis et sont donc d'avis qu'on peut en toute tranquillité renoncer à des forces armées opérationnelles.

Il est indéniable qu'il faut toujours aspirer à la paix. Au plus tard après les horreurs de la Première Guerre mondiale, la guerre a perdu son aura de gloire et d'honneur: la mort douce pour la patrie, la virilité noble et la camaraderie, sont trois des euphémismes souvent utilisés pour cacher les carnages horribles et la mort misérable inhérents aux champs de bataille et en dehors. Depuis ce temps-là, des générations ont approfondi leurs réflexions pour savoir comment sauvegarder la paix. Des organisations internationales telles la Société des Nations et l'ONU étaient convaincues par l'idée de résoudre les conflits à la table des négociations et de bannir la guerre de la mentalité des hommes – malheureusement avec un succès restreint. Les négociations générales de désarmement, comme elles ont lieu chaque année au niveau de l'ONU, témoignent de la volonté des peuples d'atteindre la paix et de vivre ensemble sans guerre. Mais les opinions divergent toujours largement quand il s'agit de savoir comment maintenir et garantir le bien supérieur de la paix.

Les grandes puissances, en particulier les Etats-Unis, voient la garantie de la paix dans l'exercice de la domination du plus fort sur le plus faible. Celui qui ne veut pas se soumettre et s'adapter, sera confronté le cas échéant à un étau. Beaucoup d'exemples du passé récent témoignent de cela. L'égalité dans les contacts des Etats entre eux exigée par l'ONU sera reporté dans un lointain avenir. Pourtant, si l'on ne réussit pas à résoudre les conflits pacifiquement, c'est à chaque fois un échec dans les efforts fondamentaux pour le maintien de la paix.

La neutralité, l'armée de milice, l'obligation de servir sont fortement ancrées dans la population suisse

Résultats de la nouvelle étude sur la sécurité de l'EPFZ

Neutralité: Une abolition de la neutralité suisse est exclue. Cette année, la population apporte un soutien beaucoup plus prononcé au principe de neutralité et à ses fonctions. Par ailleurs, ils sont actuellement nettement moins nombreux qu'en 2013 dans la population suisse à adhérer aux attitudes critiques à l'égard de la neutralité et à mettre en doute la crédibilité de la capacité de la neutralité armée à être mise en œuvre.

Nécessité de l'armée: Cette année, la population suisse affiche par rapport à l'armée une attitude beaucoup plus positive qu'en 2013. L'idée que l'Armée suisse est une nécessité a connu une nette progression au cours de l'année, et l'idée selon laquelle l'institution militaire serait une institution centrale est plus largement répandue si l'on considère les résultats relevés sur une longue période.

Armée de milice et obligation de servir: A l'heure actuelle, une majorité de la population privilégie l'armée de milice à une armée de professionnels et seule une minorité continue de se dire favorable à l'abolition de l'obligation de servir.

Source: www.admin.ch, «Sicherheit 2014»
Extrait du condensé en français de l'étude: Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitische Meinungsbildung im Trend.
Editeurs: Tibor Szvircsev Tresch et Andreas Wenger, L'Académie militaire et le Centre for Security Studies à l'EPF de Zurich, 2014

Plus de guerre depuis 150 ans

Ce qui a été bénéfique à la Suisse depuis plus de 150 ans, c'est de se tenir éloigné de toute activité guerrière même dans les moments des plus grandes privations. Cela pourrait et devrait être une référence également pour d'autres pays. Les Confédérés sont-ils par nature un peuple plus pacifique que d'autres, et est-ce la raison pour laquelle la Suisse échappa aux guerres? Non, affirme l'historien. Les Helvètes étaient de bons combattants et décidèrent maintes batailles en leur faveur: pensons par exemple à la bataille du Morgarten en 1315 contre les Habsbourg, la bataille de Grandson en 1476 contre les Bourguignons ou la bataille de Schwaderloh en 1499 pendant la guerre de Souabe. Les légionnaires suisses au service de puissances étrangères ont semé la peur et la terreur. Malgré tous les succès et défaites militaires, nous devons reconnaître avec admiration auprès de nos ancêtres suisses – et c'est ce qui les distingue des autres puissances guerrières de cette époque-là: ils ont tiré les bonnes leçons de vie, des guerres et de la misère humaine résultantes. Depuis la reconnaissance de leur neutralité en 1815 au niveau du droit international, la Suisse n'a plus participé à aucune guerre à l'extérieur du pays. Même des actes de violence militaire provenant de l'extérieur ont pu être empêchés jusqu'à aujourd'hui.

La Suisse, un modèle de paix

Quelle était la garantie de la paix en la Suisse? Etait-ce l'hypothèse d'un grand Etat voisin venant à l'aide, si la Suisse était attaquée? Etait-ce la conviction des autres pays, ancrée dans une culture de paix, d'épargner la Suisse et de faire preuve d'indulgence? Tout être réaliste sait qu'une telle attitude n'impressionne aucun autre Etat et que ces deux réflexions n'ont aucun lien avec la réalité. Ce qui, dans le concert des peuples, a valu du respect à la Suisse c'était sa capacité connue à se défendre et sa politique conséquente de neutralité et de paix. Rien d'autre n'a constitué la base du respect des autres nations envers la Suisse. Si nous voulons que notre pays reste neutre, souverain et indépendant, nous devons pouvoir nous défendre, tout autre idée ferait figure de fantasme. Dans le pays même, nous avons besoin d'une alliance de tous les partis politiques, toutes tendances confondues, une position ferme que tout rapprochement de l'alliance belliciste de l'OTAN est exclue, comme l'a déclaré clairement le conseiller national *Jakob Büchler.* La seule voie possible est l'autodéfense autonome et souveraine, toute autre voie serait indigne de notre Etat.

Le fait qu'il y a 15 jours de cela, le Conseil des Etats ait décidé 771 millions de francs pour l'achat de nouveaux équipements militaires, montre que l'on est conscient de la responsabilité que l'armée doit avoir vis-à-vis du pays et de ses habitants. Les guerres modernes n'ont majoritairement plus lieu sur un champ de bataille délimité mais frappent en premier lieu les populations civiles qui sont livrées sans protection aux exactions des troupes. Lors de la guerre d'Irak de 2003, pays qui a retrouvé une terrible actualité, plus de 90% des victimes faisaient partie de la population civile. Voilà les réalités – tous ceux qui ferment les yeux sur ces faits, pour quelles raisons que ce soit, devront porter la responsabilité de leurs actes ou de leur inaction. •

La neutralité et la souveraineté sont absolument prioritaires

«L'OTAN n'est pas une option»

Interview du conseiller national Jakob Büchler, membre de la Commission de la politique de sécurité

Jakob Büchler (photo thk)

Horizons et débats: Après le rejet du Gripen, comment pouvons-nous assurer indépendamment notre sécurité à l'avenir?

Jakob Büchler: La première chose qu'il faut fixer définitivement, c'est le budget pour l'armée. Les 5 milliards que le Parlement a déjà alloués au *Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)* doivent rester à sa disposition. Là, nous devons faire face à l'ensemble du Conseil fédéral en exigeant que les 5 milliards restent à la disposition de l'armée. L'argent ne doit pas être supprimé suite au Non à la *Loi sur le fonds d'acquisition du Gripen*, cela serait un signal totalement faux, aussi pour l'armée. Pour diverses raisons nous n'avons pas gagné la votation, mais ce qui est absolument clair est que les 5 milliards doivent rester à la disposition de l'armée.

Lors de la votation sur l'armée de milice, il s'est clairement montré que deux tiers de la population soutiennent l'armée. C'était une déclaration si claire et nette qu'il est d'autant plus étonnant que le Gripen, comme élément intégral de l'armée, ait été rejeté.

Cela a différentes raisons. D'un côté les partis bourgeois ont trop longtemps discuté au Parlement la question de savoir si le *Gripen* était l'avion approprié ou si l'on devait en acheter un autre. Le peuple a bel et bien suivi ce débat qui a certainement eu un effet déconcertant. Le fait qu'il y ait eu des parlementaires qui étaient tout d'abord contre le *Gripen* pour finalement le défendre a laissé beaucoup de points d'interrogation au sein de la population. Il est évident que l'achat d'avions est toujours émotionnel. Cela s'est avéré lors du *Mirage,* mais aussi lors du *F/A-18*. L'argumentation que nous avions encore 32 avions F/A-18, n'a pas non plus été avantageuse pour la votation du *Gripen*. En disant cela, je pense par exemple au canton de Saint-Gall, qui n'a assemblé que 52% des voix pour le Oui ou au canton de Berne qui dispose d'une large population rurale et qui a déposé un Non dans les urnes. En Romandie c'était encore plus évident. Cela a certainement contribué au Non. Après le Oui clair et net pour le service militaire obligatoire, j'ai pensé qu'il y aurait par conséquent aussi un Oui pour le *Gripen*. Malheureusement cela ne s'est pas avéré.

Où voyez-vous maintenant les priorités d'action pour l'armée, maintenant que nous n'avons pas cet avion? Comment pourrait-on combler la lacune?

En ce qui concerne les Forces aériennes nous devons maintenant clairement accepter le résultat de la votation. La question du renouvellement des Forces aériennes va à nouveau se poser, on pousse le bloc de rocher tout simplement devant soi et au bout de 10 ans on y sera de nouveau confrontés. Là il s'agira pourtant du renouvellement total des Forces aériennes. Cela sera encore un plus grand morceau. Pour le moment, nous devons nous concentrer sur un développement raisonnable de l'armée. Nous devons équiper l'armée de sorte qu'elle soit opérationnelle. En outre, nous devons prendre en mains le développement de l'armée de sorte que le tout soit crédible pour la population.

A quoi pensez-vous?

Un aspect est par exemple la durée des *cours de répétition* (CR) militaires. La réduction à 14 jours soutenue également par le chef de l'armée, est mise en question par beaucoup de commandants de troupes. La durée de deux semaines est trop courte, la formation en souffre. Si l'on doit partir au service avec des moyens lourds, il faut beaucoup de temps pour les prendre en charge et les transporter vers l'endroit ou le CR a lieu. Après le cours, il faut tout retourner, nettoyer et remettre à disposition bien en ordre. Tout cela prend beaucoup de temps qui manque alors pour la formation directe. Bien sûr des commandants disent aussi que par exemple dans la défense antiaérienne c'est possible, mais s'il y a des moyens lourds en service, il ne reste tout simplement pas assez de temps. Actuellement on parle dans l'armée d'une phase pilote pendant laquelle on veut tester les CR à 14 jours. Je suis curieux d'en apprendre les résultats.

Vous avez mentionnez la question du budget. Quel est le besoin d'acquisition de notre armée?

Ce que nous devons absolument éviter, sont les restes de crédit, que le DDPS restitue chaque année dans la caisse générale de la Confédération, mais qui ont été à vrai dire alloués à l'armée. Les adversaires de l'armée s'emparent toujours de cet argument pour dire que l'armée n'a pas un si grand besoin et qu'on pourrait réduire le budget. Cela mène à nouveau à des affrontements au sein du Parlement, ce qui est coûteux et désagréable. Au futur nous devrions l'éviter. Le DDPS doit clairement envisager ceci. Cette année on ne pourra pas investir de manière sensée tout

Suite page 2

L'Europe ne s'effrite pas à l'Est mais à l'Ouest

*par Klaus Hornung**

Klaus Hornung (photo mad)

Il y a quelques temps, dans le «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 21 mai, le ministre allemand des Finances, *Wolfgang Schäuble,* a présenté une esquisse dans ses plus belles couleurs, d'un projet d'une Europe-UE s'approchant de plus en plus d'une construction étatique pour lui opposer une Russie plutôt sombre et rétrograde. Il renoue ainsi avec une image narrative jouant un rôle important, dans la campagne occidentale contre la Russie. Pour cela, on aime donner la parole à des auteurs russes, tel que l'a fait le «Frankfurter Allgemeinen Zeitung» du 26 mai avec *Victor Erofeev.* Cette initiative doit paraître particulièrement authentique et persuasive, cependant l'objectif reste d'empêcher les gens de penser. «Si c'est un Russe qui le dit, cela doit être la vérité!» Pourtant, il faut se méfier.

Tout comme le ministre allemand des Finances, Erofeev tente de dessiner un double portrait: d'un côté les Russes qui se détournent de l'Occident et reviennent à leurs racines «archaïques», c'est-à-dire à l'histoire en tant que domination, et *Vladimir Poutine* en train de «mettre définitivement aux archives» l'européisation de la Russie. Devant cette toile de fond sombre, l'auteur russe fait briller l'«Occident» actuel sous des aspects positifs, dénués de toute critique: politiquement correct, donc parfaitement démocratique, tolérant, tourné vers le progrès et la modernité, ce dont la Russie aurait particulièrement besoin pour devenir pleinement partie prenante du monde moderne et pour ne pas rester un empire isolé, menaçant le monde et orienté vers la Chine.

Ce double portrait brossé par l'auteur russe est trop simpliste et plein de malentendus superflus. Notamment ses éloges de l'«Occident» actuel ont besoin de correction par un point de vue européen autocritique. Conscience historique et patriotisme selon Erofeev, sont des vertus obscurantistes. Celles-ci ont été oubliées par les Européens de l'UE pour leur propre mésaventure. Elles ont été remplacés par les nouveaux dogmes de la mondialisation et du multiculturalisme au service de l'hégémonie des puissances financières mondiales pendant que la dissolution de la société et les taux de criminalité se développent et que la démocratie se transforme en façade d'une oligarchie capitaliste financière. Cet Occident européen a pris depuis longtemps la voie d'une région mondiale anhistorique, une partie du One World, entamée outre-Atlantique depuis la première guerre mondiale.

Ce n'est pas par hasard que l'effroi engendré par la «dictature du relativisme» (Benoit XVI) n'est plus ressentie par les Occidentaux mais avant tout par les Russes. Ces derniers n'arrivent plus à reconnaître la vraie Europe en Occident et se font leurs propres idées de sa décadence. •

(Traduction *Horizons et débats*)

* Klaus Hornung, membre de la CDU et porteur de la croix d'honneur fédérale était professeur de sciences politiques à l'Université de Stuttgart-Hohenheim. Il s'est spécialement intéressé à l'analyse et à la mise en garde contre des tendances totalitaires en politique et société. Ses recherches ont été publiées dans son ouvrage «Das totalitäre Zeitalter. Bilanz des 20. Jahrhunderts» ISBN 978-3548332031 [Le siècle totalitaire, bilan du XXe siècle], publié en 1993. Son dernier livre est intitulé «Vernunft im Zeitalter der Extreme. Die konservative Position» ISBN 978-3941750852 [La raison à l'époque des extrêmes. Le point de vue conservateur].

Appel contre la propagande et les préparatifs de guerre

Tous les Européens en faveur de la paix ont tout lieu de se faire des soucis et de se révolter: Le conflit au sujet de l'Ukraine, est le résultat de l'élargissement de l'UE et de l'OTAN. En imposant l'accord d'association – et surtout ses éléments économiques et militaires – ils ont essentiellement contribué à la naissance du conflit de l'Ukraine. Il est évident que les Etats-Unis et l'UE tentent d'encercler la Russie militairement en soutenant unilatéralement les forces antirusses et fascistes en Ukraine

Le stationnement de troupes de l'OTAN à la frontière russe contribue à envenimer la situation. Toutes les parties du conflit en présence, le «gouvernement» de Kiev, les acteurs sur place, l'OTAN, la Russie, l'UE, sont appelées à ne pas faire recours aux moyens militaires. Il faut immédiatement mettre un terme à toutes les actions militaires. Actuellement, le conflit de l'Ukraine risque de dégénérer.

Nous refusons toute politique qui vise à torpiller une coopération pacifique entre l'UE et la Russie et qui veut provoquer par contre une confrontation en Europe. Une telle politique nuit à l'Europe toute entière et pourrait déboucher sur une nouvelle – troisième guerre mondiale. Nous mettons en garde la chancelière *Merkel* et les autres dirigeants politiques de ne pas supporter cette politique.

De nombreux journaux, chaînes de radio et de télévision – de tous bords – attisent encore davantage ce conflit autour de l'Ukraine. Ils attribuent la responsabilité de la mort violente de nombreux Ukrainiens au président russe *Vladimir Poutine* – à lui seul. Des détails importants, par exemple sur l'incendie criminel dans la maison des syndicats à Odessa où plus de quarante personnes ont brûlé vives ou sont mortes asphyxiées, sont dissimulés ou minimisés pour la plupart. D'autant plus grand sont le remerciement et l'encouragement portés à ces journalistes qui s'adonnent à une recherche approfondie, qui s'en tiennent aux faits et refusent d'être instrumentalisés. Nous demandons aux medias surtout de donner la parole à toutes les parties du conflit en présence afin que des solutions pacifiques puissent être trouvées.

Il est inadmissible qu'on sème la discorde entre les habitants de l'Ukraine et les impliquent dans une guerre par procuration de l'Union européenne et la Russie. Beaucoup de politiciens occidentaux expérimentés viennent d'admettre que le diktat d'alternative de l'UE était une erreur. Même les ex-chanceliers *Helmut Schmidt, Helmut Kohl* et *Gerhard Schröder* qui ont favorisé autrefois l'expansion de l'OTAN vers l'est, rompent leur silence et mettent en garde de ne pas continuer une politique d'exclusion de la Russie, de ne pas menacer la Russie de plus en plus de sanctions et de ne pas rassembler de plus en plus de forces militaires le long des frontières russes.

Dans le passé récent, les sanctions ont toujours été le stade préliminaire des guerres.

Nous les refusons donc catégoriquement.

L'Europe et les Etats-Unis ont des intérêts différents dans certains domaines, le scandale de la NSA l'a révélé. Le fait que les gouvernements européens occidentaux suivent aveuglément les Etats-Unis, a renforcé jusqu'à présent les forces en Amérique qui poursuivent avec acharnement leurs propres intérêts égoïstes tout en risquant de nouvelles guerres.

Nous faisons appel à tous les gouvernements occidentaux pour qu'ils négocient avec toutes les parties en conflit en Ukraine, et ceci de préférence sous l'égide de l'*Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe* (OSCE). Sinon le conflit risque de dégénérer de plus en plus et la possibilité que l'Ukraine puisse faire le pont dans la coopération entre l'Orient et l'Occident s'amenuisera. Nous sommes indignés du fait qu'on évoque de nouveau le spectre de la Russie et que des personnes pacifiques soient traitées de «sympathisants de la Russie». Pour maintenir et approfondir la paix, les deux parties ne peuvent faire autrement que de se comprendre mutuellement. Nous faisons appel à tous ceux qui sont de bonne volonté en Allemagne et en Europe pour s'opposer, 100 ans après la Première Guerre mondiale et 75 ans après la Seconde Guerre mondiale, au risque d'une nouvelle guerre qui ne profiterait qu'à l'industrie de l'armement et aux intérêts d'hégémonie. Il nous faut rejeter toute propagande de guerre ainsi que tous les préparatifs de guerre.

Konstantin Wecker, Eckart Spoo, Mohssen Massarrat, Laura von Wimmersperg, Tobias Pflüger

(Traduction *Horizons et débats*)

Source: *www.openpetition.de/petition/online/aufruf-gegen-kriegspropaganda-und-kriegsvorbereitung*

«La neutralité et la souveraineté …»
suite de la page 1

l'argent. Il n'est pas question de tout simplement dépenser l'argent, mais au futur nous devrons investir l'argent dans des acquisitions nécessaires.

Quelles acquisitions sont urgentes pour que l'armée puisse accomplir le mandat constitutionnel?

Nous avons besoins de véhicules de transport, nous devons renforcer notre défense aérienne. Cela se trouve déjà depuis longtemps sur la liste. Ici, il est urgent d'effectuer un renouvellement. En outre, les biens immobiliers sont loin d'être assainis. Il y a différentes charges et acquisitions que nous devrions avancer afin que les moyens qui sont à disposition puissent être raisonnablement utilisés. L'acquisition de nouveaux véhicules est un processus d'envergure et prend du temps, mais nous devons le prendre en main afin que nous ayons assez de véhicules à disposition pour tout les cas.

L'indépendance de la Suisse et la possibilité de défendre la neutralité doivent également être une raison d'argumentation. Ne devrait-on pas davantage mettre l'accent sur cet aspect dans la discussion?

C'est absolument clair. La neutralité est fixée dans notre Constitution et a une importance énorme. Je pense aussi que le peuple suisse est d'accord avec ça. La neutralité est absolument prioritaire. Je constate pourtant qu'une grande partie du peuple voit et juge les dangers autrement. J'ai toujours essayé d'expliquer que nous avions besoin d'avions pour les temps de crise, pour des circonstances exceptionnelles, dans des situations déséquilibrées et non pas pour le beau temps. Pour cela nos 32 F/A-18 suffisent juste. Et puis on entendait toujours dire que la cyberguerre est un danger beaucoup plus grand et que là nous ne pourrions plus faire intervenir aucun avion. Cela est bien sûr vrai, mais dans ce domaine-là on fait beaucoup. Avec la stratégie future du développement de l'armée, qui ne sera pas non plus facile à réaliser, on doit ouvertement montrer au peuple où nous voulons aller avec notre armée et quel chemin nous voulons emprunter. Il est réjouissant que le service militaire obligatoire soit toujours incontesté.

La conseillère nationale Allemann a dit après la votation que la Suisse pourrait dans une plus grande crise se mettre sous le bouclier de l'OTAN. Est-ce que cela pourrait être une option?

Non, en aucun cas. Se coucher dans le même lit que l'OTAN, cela ne va pas du tout. La neutralité le défend clairement. Certes nous avons des traités de droit international, mais cela concerne seulement des charges de police de l'air et ne vaut qu'en temps de paix. Un accord avec l'OTAN pour des temps de crises est totalement impossible. Ce serait absolument inadmissible. En dehors de cela, il n'y a pas d'aide sans contrepartie. Nous ne pouvons pas dire, OTAN aide-nous et elle arrive. Non, pour cela nous devrions payer beaucoup, davantage que ce que nos propres avions nous coûteraient. L'OTAN n'est pas une armée, l'OTAN est une alliance militaire et chaque membre s'engage avec son arsenal d'armes. J'ai été en Lituanie. Les trois Etats baltiques n'ont pas d'armées. Ils ont l'OTAN et ont dû participer aux coûts. Cela est inimaginable en Suisse. A côté du budget du DDPS nous devrions encore payer l'OTAN pour les temps de crises. Cela serait totalement absurde. L'OTAN – non, ce n'est pas une option, je ne consacre aucune réflexion à cela.

Monsieur Büchler, merci beaucoup de cet entretien. •

(Interview réalisée par Thomas Kaiser)

La neutralité est un trait caractéristique de la Confédération suisse

par Wolfgang von Wartburg

La neutralité suisse n'est ni imposée de par l'extérieur ni simple moyen d'affirmation de soi. Elle est l'expression, le trait caractéristique même de la Confédération. La tâche primordiale de l'Etat est de maintenir le droit et la paix. Tout ce qui dépasse cette tâche est problématique. Lorsque ce principe est respecté également envers l'extérieur, il en résulte nécessairement qu'on renonce à toute politique de puissance et par conséquent à toute alliance politico-militaire.

La politique extérieure d'un Etat ne voulant être, par principe, rien d'autre qu'un Etat de droit, est bel et bien celle de la neutralité. Ce principe n'exclut aucunement que l'Etat neutre fasse tout ce qui est en son pouvoir pour maintenir ou établir la Paix dans le monde à condition qu'il ne soit pas impliqué dans le tourbillon de la politique de puissance. L'exemple le plus important pour illustrer cette attitude est le fait que la Suisse héberge le Comité international de la Croix rouge dont les membres sont uniquement des Suisses. Les mandats que l'ONU donne aux Suisses sont nombreux (…) en particulier en cas de médiation difficiles exigeant l'impartialité.

Seul l'Etat neutre peut défendre les Droits de l'homme sans en référer aux intérêts des politiques de puissance. La neutralité suisse est «perpétuelle» dans le même sens que la Confédération elle-même. Sa politique extérieure prévisible constitue la meilleure contribution de la Suisse à la paix générale. La neutralité représente l'alternative à la sécurité collective. Dans une organisation collective telles que l'ONU, l'UE, l'OTAN ou le Partenariat pour la Paix, soit rien ne se passe puisque personne n'est responsable, soit elle se transforme en simple outil du plus puissant de ses membres. L'adhésion de la Suisse à l'un de ces collectifs sécuritaires la rendrait aussitôt complice de la politique de puissance; elle serait partie prenante responsable de chaque pas entrepris par le collectif sans pouvoir influencer les rapports de forces qui y règnent. La crédibilité de la neutralité serait du coup anéantie. Or, il convient à la Suisse de renoncer à toute politique de puissance et de se limiter à une armée purement défensive qui, face aux «malices des temps», est indispensable quand il s'agit de maintenir son indépendance.

Remarque supplémentaire: Aujourd'hui, on envisage de transformer l'Armée suisse en armée de métier. Or, à la Confédération convient uniquement l'armée de milice dont le service obligatoire fait partie intégrante. On ne peut et doit la mettre en œuvre que si la Suisse elle-même est menacée. Une armée de métier par contre pourrait se transformer en pur instrument de puissance du Conseil fédéral, ce qui pourrait inciter à des aventures guère souhaitables.

Source: Wolfgang von Wartburg. Die europäische Dimension der Schweiz. Zur Geschichte der Schweiz und ihre Stellung in Europa, 1996, p.125

Pour le respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes

Discours de Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Russie, lors de la IIIe conférence sur la sécurité internationale de Moscou du 23 mai 2014

km. La démonisation presque quotidienne depuis plusieurs semaines de la politique intérieur et extérieur de la Russie par la grande majorité des médias et politiciens occidentaux est fort dangereuse. Elle déforme la réalité et peut mener à de fausses décisions avec des conséquences fatales. En réalité, ce serait justement le devoir des médias d'informer objectivement pendant un conflit international – tel l'actuel entre le gouvernement russe et les gouvernements des Etats membres de l'OTAN et avant tout celui des Etats-Unis – et de donner également la parole à la partie russe. Cela serait bien utile pour éliminer les malentendus, réduire les préjugés, désamorcer les conflits et renforcer le vivre-ensemble pacifique entre les pays. C'est dans ce sens que nous documentons ci-après le discours du ministre russe des Affaires étrangères M. Sergueï Lavrov qu'il a tenu le 23 mai dans le cadre d'une Conférence sur la sécurité internationale du ministère de la Défense. Nous vous présentons la version française officielle du ministère des Affaires étrangères.

Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

Cette troisième conférence internationale sur la sécurité internationale organisée par le ministère de la Défense de la Fédération de Russie représente une bonne occasion pour évaluer les événements qui se déroulent dans le monde et acquérir une vision stratégique du développement mondial dans ses divers aspects.

L'ordre du jour de la conférence suggère de se concentrer principalement sur les perspectives de résolution des conflits dans les régions du Proche-Orient, du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud, comme étant à l'origine des risques graves pour la sécurité et la stabilité internationales.

Malheureusement, ces derniers mois, ces problèmes des plus aigus ont été occultés par la crise en Ukraine. En d'autres termes, le continent européen qui a engendré, au siècle dernier, deux catastrophes militaires mondiales, au lieu de donner au monde entier un exemple de développement pacifique et d'une coopération étendue, vole à nouveau l'attention de la communauté internationale, cette fois-ci, en matière de gestion de crise.

Un tel état de choses ne peut être que préoccupant, surtout parce qu'il ne s'agit pas d'un concours de circonstances aléatoires, mais plutôt d'une conséquence logique de l'évolution de l'Europe au cours des vingt-cinq dernières années. Nos partenaires occidentaux n'ont pas profité d'une chance véritablement historique de construire une Grande Europe dégagée de toutes lignes de démarcation et ont préféré la politique coutumière de l'avancement de l'espace géopolitique soumis à leur contrôle en direction de l'orient – une politique qui, au fond, visait à contenir la Russie, bien que sous une forme atténuée.

Cette politique est mise en œuvre en dépit de l'insistance de la partie russe de s'atteler, enfin, à des travaux pratiques sur la création d'un espace commun euro-atlantique de la paix, de la sécurité et de la stabilité, en conformité avec les déclarations de haut niveau. Au lieu de s'engager sur la voie dictée par une ambition naturelle d'harmonisation des processus d'intégration en Europe et en Eurasie, des tentatives ont été faites de mettre les Etats de l'espace post-soviétique devant un choix difficile entre l'Est et l'Ouest – soit avec nous, soit contre nous. Dans la situation politique fragile en Ukraine, cette pression était suffisante pour déclencher une crise massive de la structure d'Etat dans ce pays.

Si nous voulons tous aider sincèrement le peuple ukrainien à surmonter cette crise, il faut renoncer définitivement à ces fameux «jeux à somme nulle», à la promotion des sentiments xénophobes et néo-nazis, au dangereux complexe de supériorité que *Helmut Schmidt* a récemment appelé «la folie des grandeurs», en faisant référence à la politique de l'UE envers l'Ukraine. Et si on devait éviter la récurrence des crises similaires à l'avenir, alors il convient à tirer la véritable leçon des événements en Ukraine et procéder, dès que possible, à la mise en œuvre pratique des principes de sécurité égale et indivisible dans la région euro-atlantique et à la création de conditions pour bâtir un espace économique et humanitaire unique de Lisbonne à Vladivostok, tel que proposé par le président *Vladimir Poutine.*

> «C'est le respect du droit des peuples de déterminer leur destin eux-mêmes, sans ingérence extérieure, qui doit servir de base aux efforts visant à aider à résoudre la crise. Un partenariat sur un pied d'égalité entre les différentes cultures et civilisations est une condition essentielle pour un ordre mondial juste et démocratique, que, je crois et j'espère, nous recherchons tous.»

Malheureusement, les comportements motivés par la défense de sa propre exclusivité et qui s'appuient sur le principe de «deux poids deux mesures», tout en visant à tirer, dans les situations de crise, des bénéfices géopolitiques unilatéraux, sont largement utilisés non seulement en Europe, mais aussi dans d'autres régions. Cela nuit à l'efficacité des efforts visant à résoudre la crise. Dans des situations similaires, on utilise des approches complètement différentes. En fait, les mêmes forces qui, dans un contexte, bénéficient d'un soutien – comme c'était le cas en Libye, lorsque nos collègues de l'OTAN ont activement soutenu les opposants au régime –, font l'objet d'une résistance armée et sont déclarés terroristes dans d'autres situations, comme c'était le cas au Mali, où les mêmes personnes qui ont renversé *Mouammar Kadhafi,* ont été confrontées d'abord aux français, puis à d'autres contingents internationaux. En conséquence, les parties d'un conflit à l'intérieur d'un pays sont tentées de favoriser une intervention militaire extérieure pour atteindre leurs objectifs qui n'ont souvent rien à voir avec la lutte pour la démocratie et les droits humains.

Les opérations de changement de régime dans des Etats souverains, les «révolutions de couleur» de toute sorte, lancées de l'extérieur, portent un préjudice évident à une stabilisation internationale. Les tentatives d'imposer aux autres peuples ses propres recettes de réformes internes, qui ne tiennent pas compte de leurs traditions, ni de leur caractéristiques nationales, ainsi que les tentatives de s'engager dans une «exportation de la démocratie», ont un impact destructeur sur les relations internationales et engendrent la multiplication de points chauds sur la carte du monde.

Le caractère urgent des défis, générés par diverses crises régionales, auxquels est confrontée la stabilité régionale et internationale, ne diminue pas. La situation en Afghanistan – où demeure la menace d'une nouvelle dégradation du contexte sécuritaire après le retrait des forces internationales – reste tendue. Les talibans ont annoncé le lancement d'une prochaine «offensive d'été». La dégradation de la situation dans les provinces du nord de l'Afghanistan est inquiétante – les provinces d'où l'activité terroriste se répand dans les pays voisins d'Asie centrale et dans les pays qui sont des alliés de la Fédération de Russie.

Nous croyons que, lors de la planification de la nouvelle mission de l'OTAN qui devra encore être approuvée par le Conseil de Sécurité de l'ONU, il faudra prendre en compte tous les facteurs qui influent sur la situation en Afghanistan. La menace de la drogue afghane devrait faire l'objet d'une attention particulière. En ce qui concerne le sort de l'accord de coopération entre la *République* démocratique d'*Afghanistan* et les Etats-Unis dans le domaine de la sécurité, nous espérons que le nouveau président afghan se prononcera sur cette question dans l'intérêt du peuple afghan et de la stabilité de toute la région.

Sergueï Lavrov (photo thk)

L'aide à l'Afghanistan se poursuivra également dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai (SCO), où tous les voisins de l'Afghanistan sont présentés en tant que membres ou observateurs, et l'Afghanistan lui-même a le statut d'observateur au sein de l'Organisation. Le potentiel et l'expérience de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) sur le terrain seront également mobilisés.

En ce qui concerne le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, la Russie a toujours soutenu les aspirations des peuples de cette région à une vie meilleure, à assurer la mise en œuvre des réformes démocratiques et à s'engager sur la voie du développement durable. Toutefois, la préférence pour une transformation évolutive et non-violente, et qui s'appuie sur un dialogue visant à parvenir à un consensus national, reste une évidence.

Nous plaidons en faveur d'une manière d'agir de façon collective, à tout moment. Ce sont les actions conjointes qui ont permis d'avancer dans la mise en œuvre du programme nucléaire iranien et du désarmement chimique de la Syrie.

Nous croyons qu'il n'existe pas d'alternative à la résolution pacifique de la crise syrienne. Les tentatives d'instrumentaliser la crise humanitaire ou d'autres aspects du conflit afin de justifier une intervention militaire extérieure, sont contre-productives. On a assisté à de telles tentatives. Hier, nos partenaires occidentaux au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU ont mis aux voix le projet de résolution, qui, en faisant référence à la crise humanitaire en Syrie, propose d'invoquer, à l'égard de la situation, le chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Il ne fait aucun doute que ce serait la première étape pour justifier une intervention externe – cela transparaissait clairement des commentaires faits par les co-auteurs de la résolution au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Etant parfaitement conscients du danger qu'elle comportait, la Russie et la Chine ont opposé leur veto à la résolution et elle n'est pas passée.

Nous plaidons en faveur de la reprise des négociations de Genève, pour la poursuite du dialogue syrien interne, conformément à l'ordre du jour convenu, où la cessation de la violence et la lutte contre le terrorisme sont désignées comme priorités. Je me souviens que l'an dernier, lors du sommet du G-8 à Loch Erne, les dirigeants des huit Etats ont adopté une déclaration qui appelle au gouvernement et à l'opposition syriens à unir leurs forces dans la lutte contre le terrorisme et ce, sans aucune condition préalable. Il est indispensable que cet engagement pris par les Etats du G-8 soit respecté en pratique, ce que nous cherchons à obtenir. Cela est particulièrement vrai compte tenu de la prolifération des activités des groupes terroristes opérant en Syrie, sur l'Irak, le Liban et d'autres pays.

Malheureusement, nos collègues occidentaux et certains pays de la région d'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ne sont pas d'accord qu'il est temps de relancer les négociation et continuent de miser sur des solutions militaires. Je suis convaincu qu'une telle voie est irréaliste. Nous, en revanche, nous proposons d'utiliser l'expérience positive des trêves locales à l'instar du départ de la ville d'Homs des militants conformément aux accords entre ces derniers et les forces gouvernementales. Nous croyons que cette pratique pourrait être étendue avec succès à d'autres régions. Cela nécessite le soutien de la part des acteurs externes et ces derniers

Suite page 4

> «Les opérations de changement de régime dans des Etats souverains, les ‹révolutions de couleur› de toute sorte, lancées de l'extérieur, portent un préjudice évident à une stabilisation internationale. Les tentatives d'imposer aux autres peuples ses propres recettes de réformes internes, qui ne tiennent pas compte de leurs traditions, ni de leur caractéristiques nationales, ainsi que les tentatives de s'engager dans une ‹exportation de la démocratie›, ont un impact destructeur sur les relations internationales et engendrent la multiplication de points chauds sur la carte du monde.»

Ukraine – il faut une neutralité permanente

par Heinrich Wohlmeyer

Je viens de la famille de ceux qui faisait confiance et qui faisait preuve de compréhension pour «l'ours russe gravement blessé» pendant la Seconde Guerre mondiale, bien que la «guerre froide» semblait rendre impossible toute solution. Mon oncle, l'historien *Heinrich Raab* (il vivait en Suisse) et le politicien *Julius Raab* mentionnaient toujours que la neutralité permanente était un instrument de décrispation. Le résultat fut le «Staatsvertrag» autrichien de 1955.

Joannes, mon frère décédé depuis, fit sortir en cachette de Suisse les premières lettres à ce sujet en contournant les contrôles et la censure des Alliés.

Je pense que la prochaine visite bienvenue de Poutine à Vienne – accompagnée d'entretiens avec ceux qui «encerclent» la Russie – devrait être utilisée à préparer pour l'Ukraine une neutralité permanente garantie au niveau international selon le modèle suisse. En parallèle, il faudrait créer une réelle structure d'Etat fédéral, afin d'éliminer la peur de tous les groupes ethniques d'être dominés par une force étrangère.

Pour cela, les dirigeants de Kiev, eux-mêmes venus au pouvoir par un coup d'Etat avec de l'aide étrangère, devraient s'entretenir avec les insurgés en Ukraine orientale. Jusqu'à présent, ils le refusent.

En outre, il faudrait accorder pour toujours aux Russes leur port de guerre dans la mer Noire.

Je sais que cela va à l'encontre des intérêts de l'économie internationale de l'armement (des «géopoliticiens») – avant tout des Etats-Unis – mais nous devons le risquer pour empêcher davantage de souffrance indicible notamment sur sol européen.

Pendant les dernières réunions diplomatiques auxquelles j'ai participé, j'ai été confronté avant tout à de l'incitation unilatérale à la guerre, liée à un appel au réarmement et au «paiement de protection» à l'hégémonie subsistante des pays occidentaux dont les difficultés financières sont évidentes. •

(Traduction *Horizons et débats*)

«Pour comprendre le monde islamique dans le présent et dans l'avenir, il faut comprendre al-Afghani»

Pankaj Mishra se prononce sur Jamal al-Din al-Afghani – un musulman libéral et modéré et «un grand révolutionnaire» (selon l'ambassadeur américain, Robert Finn en 2002) ou bien le père spirituel d'Oussama ben Laden et des salafistes?

par Thomas Schaffner

Depuis le 11-Septembre, les hommes de foi islamique ont la vie dure dans notre monde occidental. Selon le New York Magazine du 25/8/13, la police newyorkaise a créé, suite au 11-Septembre, un service secret particulier pour observer les musulmans de la ville[1] et l'administration Bush a placé sous une suspicion générale plus d'un milliard de musulmans qui vivent dans plusieurs dizaines de pays dans des conditions difficiles, majoritairement sans en être responsables. Ils sont devenus l'image-type de l'ennemi dans les jeux vidéo et sont souvent assimilés à des groupes terroristes existants réellement. Des mots-clés tel le «printemps arabe» sont présents dans les médias occidentaux même si l'on parle souvent déjà de l'«hiver arabe». Bien que le soi-disant choc des civilisations soit passé à l'arrière-plan dans les médias et que des experts américains, à l'instar de Larry Summers, ancien conseiller économique du président Obama,[2] aient placé le conflit avec le monde islamique derrière la montée de l'Asie, il se pose quand-même la question de savoir comment l'Occident pourrait contribuer à la coexistence pacifique avec le monde islamique.

Kishore Mabhubani a réitéré ses avertissements: les 12% d'Occidentaux ne sont pas le monde! Les 88% de non-Occidentaux ont pleine conscience du deux poids deux mesures de l'Occident et en ont définitivement ras-le-bol. Il en explique les causes dans ses livres et ses articles. Un autre auteur, l'écrivain indien Pankaj Mishra, lauréat du prix du Salon du livre de Leipzig pour l'entente européenne, dont nous avons déjà parlé dans «Horizons et débats», relate les dessous de la misère actuelle et par la compréhension de l'autre ouvre une voie menant à la réconciliation. Dans son livre, il nous montre, à nous les Occidentaux, les humiliations que l'impérialisme occidental a fait subir à l'Asie du XXe siècle lors de son époque classique mais aussi à l'époque des décolonisations. Mishra insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas de remplacer «une perspective centrée sur l'Europe ou l'Occident par une perspective centrée sur l'Asie.» (Mishra, p. 17) Son idée est plutôt de mettre en avant une multi-perspective afin d'empêcher l'Occident de commettre de dangereuses erreurs. C'est cette profonde préoccupation qui a mené le jury à remettre ce prix à un non-Européen.

Mishra prend pour exemple l'Iranien de naissance nommé, Jamal al-Din al-Afghani, pour montrer la façon dont le monde islamique perçoit l'Occident. Cette deuxième contribution basée sur l'ouvrage de Mishra est consacrée à la personnalité haute en couleurs que l'auteur américain Robert Dreyfuss a désigné comme agent secret britannique dans son livre «Devil's Game». Le lecteur est amené à faire un voyage non seulement dans son passé occidental, colonialiste et impérialiste mais aussi à faire un tour d'horizon à travers le monde transcontinental islamique qui a été profondément humilié et qui a cherché et cherche encore sa propre voie au XXIe siècle.

ISBN 978-221363752-5

Dans le Paris des années 60, les Iraniens exilés qui avaient trouvé refuge après le coup d'Etat contre *Mossadegh,* fomenté par les Anglo-Américains en 1953, discutaient de la personne et des écrits de *Jamal al-Din al-Afghani,* né en 1838 dans le Nord-Ouest iranien. Lui-même aurait aimé se voir le *Martin Luther* islamique mais les circonstances l'ont empêché de rentrer dans l'histoire en tant que grand réformateur de l'islam. Cependant tout le monde musulman le reconnut comme «penseur et guide anti-impérialiste révolutionnaire» – et en Iran comme le «père spirituel de la révolution islamique». (Mishra, p. 64). Selon Pankaj Mishra, la longévité de l'influence d'al-Afghani, «se compare à celle de Marx». (Mishra, p. 64)

Mais qui connaît al-Afghani en Occident? Un homme dont on a dit que c'était surtout lui qu'il fallait comprendre, si l'on voulait comprendre l'islam et les musulmans ainsi que notre présent et notre avenir.

«Les puissances occidentales veulent faire disparaître notre pays»

La première citation déjà, montre la persistance des idées d'al-Afghani. On aurait tout à fait pu exprimer ces paroles au siècle dernier, notamment après le 11-Septembre, mais c'était en 1892. Dans un essai adressé au sultan ottoman, al-Afghani déclara la guerre à tout l'Occident: Ces puissances occidentales «ne font rien d'autre que d'essayer de faire disparaître notre pays sans laisser de trace. C'est l'idée de la Russie, l'Angleterre, l'Allemagne ou la France, surtout s'ils reconnaissent notre faiblesse à résister à leurs projets. Si pourtant nous sommes soudés, si les musulmans sont unis, nous pourrons nuire ou servir et on se fera entendre.» (Mishra, p. 64)

La biographie d'al-Afghani emmène l'homme occidental dans un voyage autour du monde assez particulier: c'est un voyage à travers le monde musulman et ses régions qui apparaissent seulement dans les manuels d'histoire occidentaux au moment où ils sont «découverts» et conquis.

Développement d'une stratégie anti-impérialiste

Al-Afghani, ayant grandi comme chiite en Perse, s'est rapidement procuré une origine afghane pour être reconnu dans le monde islamique comme étant sunnite, ce qui lui servit dans ses activités réformatrices. II aurait été aussi franc-maçon pendant une courte période en Egypte. Quoi qu'il en soit: selon Mishra, son désir primaire était le développement d'une stratégie anti-impérialiste. Il y travailla pendant ses années à Bombay et Calcutta alors sous domination britannique. En 1866, il se rendit en Afghanistan où il devint rapidement conseiller de l'Emir. A l'époque, les Afghans étaient des adversaires acharnés et victorieux des Britanniques

Suite page 5

ISBN 978-3-10-048838-1

«Pour le respect des droits …»
suite de la page 3

devraient reconnaître que le régime, qu'ils accusent de tous les maux, bénéficie d'un large soutien de la population syrienne. Il n'y a pas, et il ne pourrait pas y avoir, une autre voie qu'un dialogue avec le gouvernement de *Bachar al-Assad.*

L'évolution des événements en Libye devient de plus en plus préoccupante. De toute évidence, la situation dans ce pays a atteint une impasse, et aucun des «amis» de la Libye ne peut la sortir de là tout seul. L'effondrement définitif du pays conduirait à la formation d'un autre foyer de tension et de menaces permanentes dans le Sahara et le Sahel.

Dans quelques jours se tiendront les élections présidentielles en Egypte. Nous soutenons la détermination des dirigeants égyptiens pour la mise en œuvre cohérente de la «feuille de route» du processus politique. Nous sommes intéressés de voir l'Egypte continuer à jouer un rôle stabilisateur au Moyen-Orient, dans le monde arabe et islamique, à contribuer au renforcement de la sécurité et de la stabilité régionale et à faciliter de façon efficace le processus de règlement proche-oriental.

Nous sommes convaincus que la nécessité d'une réponse adéquate à la situation dans les différents pays de la région ne doit pas détourner l'attention des impératifs du règlement du conflit israélo-arabe. A présent, il est important de préserver les chances de reprise des négociations israélo-palestiniennes. L'expérience récente a montré qu'ici aussi, les efforts unilatéraux ne suffisent pas, et qu'il convient à se remettre au travail collectivement en vue de parvenir à une solution juste, globale et durable du problème palestinien, conforme au cadre juridique international existant, – une solution qui devra assurer la sécurité, le bon voisinage et un avenir digne pour les peuples de Palestine, d'Israël et de tous les autres pays de la région.

Dans une situation où, dans tous les domaines de la gestion de crise, la nécessité d'unir nos forces s'impose de toute urgence, il est difficile de comprendre la logique de ceux qui prennent la décision de limiter la coopération avec la Russie en matière d'élaboration de réponses aux défis et aux menaces communes. Vous pouvez, bien sûr, opter pour la réduction de notre collaboration, mais il est peu probable que cela nous avancera dans la lutte contre le terrorisme et contre la prolifération des armes de destruction massive ou que cela contribuera au succès des efforts visant à surmonter les conséquences des catastrophes naturelles et d'origine humaine, ou à la levée de boucliers contre l'extrémisme. En outre, comme l'a noté dans une récente interview, le Directeur général du Fonds monétaire international, *Christine Lagarde,* je cite, «une nouvelle ‹guerre froide› entre la Russie et l'Occident ne signifierait rien de bon pour la stabilité financière, la mondialisation et le libre-échange, donc précisément de tout ce que nous considérons comme indispensable pour améliorer le niveau de vie dans le monde».

Le président russe Vladimir Poutine a souligné récemment que la coopération russo-chinoise, basée sur le respect des intérêts mutuels et sur un travail efficace pour l'intérêt des peuples de deux pays et de la communauté internationale, peut être considérée comme un modèle de relations interétatiques. C'est sur ce fondement que doit être construit un nouveau système polycentrique des relations internationales dans toutes ses composantes, y compris la coopération multilatérale visant à renforcer la stabilité régionale.

Une concertation sur des principes communs de gestion de crise, qui empêcheraient des doubles standards, pourrait jouer un rôle positif. Dans le cadre de l'OTSC, nous faisons la promotion de cette initiative depuis plusieurs années, dans le but d'élaborer une telle gamme de principes afin de mieux répondre aux situations de crise. J'entends tout d'abord la confirmation de la responsabilité première de l'ONU en matière du maintien de la paix et de la sécurité internationale, le soutien aux principes fondamentaux du droit international, l'assurance d'une protection fiable de la population civile, la reconnaissance des intérêts légitimes de toutes les parties au conflit, l'organisation d'un dialogue national inclusif entre ces derniers, le respect des intérêts de tous les groupes politiques, ethniques et confessionnels.

C'est le respect du droit des peuples de déterminer leur destin eux-mêmes, sans ingérence extérieure, qui doit servir de base aux efforts visant à aider à résoudre la crise. Un partenariat sur un pied d'égalité entre les différentes cultures et civilisations est une condition essentielle pour un ordre mondial juste et démocratique, que, je crois et j'espère, nous recherchons tous.

Merci pour votre attention. Je souhaite à la conférence un travail fructueux. •

Source: Site officiel du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie: *www.mid.ru/bdomp/brp_4.nsf/7b52686a865d7fd943256999005bcbb4/70267fb02a40e9e444257ce7002514e3!OpenDocument*

Les Premiers ministres tchèque et slovaque sont contre des troupes de l'OTAN dans leur pays

hd. Après la proposition du président américain *Barack Obama* – faite lors de sa visite à Varsovie début juin – de stationner des troupes américaines et celles d'autres pays membres de l'OTAN en Europe de l'Est, les gouvernements de la République tchèque et de la Slovaquie ont rejeté cette offre. Le Premier ministre slovaque *Robert Fico* a déclaré qu'il ne pouvait pas s'imaginer avoir «des troupes étrangères ou des bases de défense antimissile avec des soldats étrangers» sur le territoire slovaque. Cela évoquerait des souvenirs de l'invasion des forces armées du Pacte de Varsovie en 1968. Le Premier ministre tchèque *Bohuslav Sobotka* refuse également des troupes américaines ou de l'OTAN dans son pays. Il estime que de telles mesures ne seront pas à l'ordre du jour dans les années à venir: «La République tchèque ne fait pas partie des pays qui font appel à une plus forte présence des forces de l'OTAN en Europe et cela ne changera pas à l'avenir.»

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung du 6/6/14

«Pour comprendre le monde …»
suite de la page 4

et de leurs assauts contre le pays. Ce que al-Afghani écrivit en 1878 dans son histoire de l'Afghanistan sur les habitants semble encore aujourd'hui trouver son pareil si on considère les défaites des Soviets et plus récemment celle des Américains à Kaboul. «Leur noblesse de l'âme les incite à préférer une mort honorable plutôt qu'une vie humiliante sous domination étrangère.» (Mishra, p. 70)

Suite à la répression brutale de la révolte indienne de 1857 par les Britanniques, qui en attribuèrent la responsabilité aux musulmans pour mieux les massacrer ensuite, une haine sans bornes contre la «perfide Albion» grandit en al-Afghani. Il vit un des problèmes majeurs de l'asservissement de l'Asie dans les progrès de l'éducation et de la culture occidentales ainsi que le déclin simultané de celles-ci dans le monde musulman. Al-Afghani refusa la vision occidentale du progrès importé par les Britanniques en Inde et la réfuta comme étant une émanation de l'historiographie du vainqueur. Tout comme *Jawaharlal Nehru* qui caractérisa ultérieurement les chemins de fer de «bandes ferrées étouffant l'Inde pour en faire une prison.» (Mishra, p. 76) Cette métaphore fut également utilisée par le prix Nobel allemand de littérature, *Gerhart Hauptmann,* dans sa nouvelle intitulée «Bahnwärter Thiel» [Le garde-voie] dans laquelle la bande ferrée traversant la forêt de la Mark, entoure le protagoniste d'un tissu dans le but de le dominer.

«Adversaires paranoïdes de la modernisation …»

Al-Afghani se révolta contre cette bande ferrée. Où qu'il se trouvait et c'était le fil conducteur de sa vie, Mishra définit «sa méfiance soucieuse envers la puissance occidentale, et avant tout la puissance britannique, et celle de ses collaborateurs indigènes dans les pays musulmans». (Mishra, p. 76)

Même l'empire ottoman, l'empire musulman le plus puissant de son temps, où il se rendit en 1869, était devenu dépendant de l'Occident. Depuis le traité de libre-échange avec les Britanniques de 1838, Istanbul, la ville la plus importante du monde islamique de l'époque et le centre politique des Arabes et des Perses, était devenue une métropole multiculturelle fortement orientée vers l'Occident. Vers le milieu du siècle déjà, l'empire avait été transformé selon le modèle français par les soi-disant réformes de «Tanzimat» («régulations»). L'occidentalisation, menant à la décomposition des propres traditions et de la culture de la région, provoqua une large résistance qui dura jusqu'au moment, où le Sultan adhéra, en 1876, au panislamisme servant de rempart contre l'intrusion occidentale dans la propre culture. Al-Afghani ne vécut que deux ans à Istanbul. Puis, il dut émigrer, car il avait prôné que la Sharia du prophète *Mohammed* n'était pas inaltérable mais ouverte à la révision par les philosophes. «Mais les adversaires paranoïdes de la modernisation de la Turquie pensaient qu'al-Afghani s'approchait de l'apostasie et devait immédiatement être exécuté.» C'est ainsi que Mishra résume le conflit. (Mishra, p. 90)

Le monde musulman est-il mûr pour un Martin Luther appelé al-Afghani?

Sa prochaine étape était l'Egypte. Un pays qui, autour de 1840, devint l'exportateur principal de coton vers la France et la Grande-Bretagne et qui se modernisa rapidement. Il possédait des réseaux télégraphiques et un réseau de chemin de fer des décennies avant le Japon et la Chine. Le Caire devint le centre financier et culturel du monde arabe. Le vice-roi ottoman en Egypte, le Khédive *Ismaïl*, a fait reconstruire la ville d'après le modèle de Paris. Vers 1870, 200 000 Européens vivaient dans la ville, en 1869 le Canal du Suez fut inauguré. Ismail aurait dit: «Mon pays ne se trouve plus en Afrique, il se trouve en Europe.» (Mishra p. 95)

Hautement endetté auprès des banques européennes qui encourageaient sa prodigalité, le Khédive dut même accepter des ministres européens dans son cabinet. Le peuple et la classe moyenne émergeante commença à se révolter. Des impôts élevés et des produits bon marché en provenance des pays industrialisés européens détruisirent l'économie indigène. Dans cette situation, al-Afghani commença à inciter les masses appauvries à la révolte. D'autre part, il donna des cours de contenu hérétique pour les musulmans conservateurs: il était de plus en plus convaincu que le monde musulman était mûr pour une réformation, avec lui, al-Afghani dans le rôle de Luther.

Contre le fanatisme et la tyrannie politique en Asie

Fin 1879, lors d'une conférence à Alexandrie, il souleva entre autres la question pourquoi les peuples asiatiques avaient perdu tant de terrain par rapport à l'Occident. Il a décelé deux maux fondamentaux: le fanatisme et la tyrannie politique. Il n'y avait qu'une chose qui pouvait aider les musulmans, c'est-à-dire le «zèle», propre uniquement aux peuples «sachant que leur honneur est dans leur race, leur pouvoir dans leur communauté (umma) et leur gloire dans leur patrie». (Mishra, p. 106) Il suggéra la création d'un parti politique national et d'un système parlementaire qui se passerait d'étrangers. En outre, il exigea une langue nationale, une littérature nationale et une meilleure position juridique pour les femmes.

Suite à ses appels à la révolution et à ses appels bellicistes contre les étrangers, les Britanniques augmentèrent, avant même leur invasion de l'Egypte, la pression sur le Khédive qui, en été 1879, expulsa finalement al-Afghani du pays vers l'Inde.

Le changement de cap d'al-Afghani: pour le panislamisme et la «guerre sainte»

Dans son combat contre l'Occident, al-Afghani mit de nouveaux accents: il s'engagea dorénavant en faveur d'un nationalisme qui n'était plus ethnique ou profane mais religieux. En outre, il utilisa des termes tels «panislamisme» et «guerre sainte». C'étaient les conclusions qu'il avait tiré des expériences amères en Egypte qui, malgré sa modernité avait succombé à la pression britannique et était devenu, suite à son économie mondialisée, un Etat vassale subordonné.

Lorsqu'en 1882, al-Afghani termina son second séjour en Inde, il se déclara musulman orthodoxe et défenseur de l'islam contre l'ingérence de l'Occident. Selon Mishra, il n'était cependant pas devenu plus pieux. Mais il était persuadé que les attaques contre la religion minaient les bases morales de la société et affaiblissaient la cohérence sociale d'une communauté. Selon lui, cet affaiblissement avait précipité les musulmans dans une crise au niveau mondial.

Al-Afghani décida de miser de plus en plus sur le combat armé contre l'Occident. Les victoires des *Mahdis* légendaires au Soudan contre les Britanniques ont renforcé cette approche. Il s'est engagé pour un combat en commun des Hindous et des Musulmans indiens, pour ainsi dire un front commun dans la lutte contre les Britanniques.

D'abord un souverain panislamique fort, ensuite la réformation islamique

En 1883, al-Afghani alla à Paris, la Mecque des mécontents politiques de tous bords au XIXe siècle. Sponsorisé par un riche réformateur tunisien, il publia la première revue internationale pour Musulmans qui appelait au panislamisme, au retour à l'ancienne grandeur, puissance et notoriété de l'islam et à la libération de ses peuples de la domination étrangère. Cela lui valut l'attention des services secrets britanniques et français. Il commença à se vêtir différemment, s'est débarrassé des vêtements amples et du turban et s'est habillé d'un complet et d'un col blanc rigide avec cravate. En ce temps-là eut lieu un débat avec *Ernest Renan*, le premier grand débat public entre un intellectuel européen et un intellectuel musulman. De nouveau, al-Afghani mit en avant que l'Islam avait besoin d'une réforme, avec lui à la place de Luther. Mais jusqu'à ce qu'on y arrive, la communauté mondiale musulmane aurait besoin d'un souverain puissant, tel par exemple le Mahdi ou le Sultan d'Istanbul.

Qui dirige qui? Al-Afghani les Britanniques ou les Britanniques al-Afghani?

La tentative d'al-Afghani de persuader le gouvernement britannique à Londres de lutter ensemble contre la Russie, en appelant au Djihad contre les Russes, si les Britanniques libéraient l'Egypte, fut refusée par l'élite britannique. Un siècle plus tard, les Etats-Unis ont agi différemment lorsqu'ils ont, dans le combat contre les Soviétiques en Afghanistan, cherché la coopération des djihadistes. Deux déclarations de Mishra qui trouvent soit affirmation soit contradiction: en ce qui concerne la collaboration des Etats-Unis avec les guerriers musulmans, *Zbigniev Brzezinski,* ancien conseiller en sécurité de *Jimmy Carter,* l'a confirmé avec beaucoup de propre éloge.[3] En ce qui concerne par contre les relations entre al-Afghani et les Britanniques, l'Américain *Robert Dreyfuss* évalue, dans son livre «Devils Game», le rôle d'al-Afghani tout différemment: selon lui – et cet ouvrage du «Jewish American» Dreyfuss a été rédigé dans un grand souci pour l'Etat d'Israël actuel – l'instrumentalisation de l'islam fondamentaliste par la politique extérieure américaine depuis la Seconde Guerre mondiale se place jusqu'à aujourd'hui parfaitement dans la tradition britannique. Selon Dreyfuss, les Britanniques auraient gagné al-Afghani pour créer un panislamisme de droite avec lequel on pourrait combattre la Russie. Dans son livre, l'auteur désigne al-Afghani d'athéiste et de franc-maçon et par là implicitement d'agent au service de l'Empire britannique. Son élève *Mohammed Abduh* aurait alors fondé les Frères musulmans et soutenu les Britanniques contre les nationalistes égyptiens. Alors, qui avait besoin de qui? Qui tirait réellement les ficelles? Qui était le dirigé? Ou bien les deux côtés étaient-ils des «dirigeants dirigés» ou des dirigés dirigeants? Peut-être, comme souvent dans l'histoire, les deux ont raison, Mishra et Dreyfuss?

Ces deux auteurs se retrouvent cependant dans l'idée qu'al-Afghani doit être désigné l'ancêtre intellectuel d'*Oussama ben Laden.*

Laisser les Britanniques et les Russes s'affronter pour libérer l'Asie?

En 1886, al-Afghani alla en Perse, où il passa plusieurs mois dans la ville portuaire de Buchehr pour discuter du panislamisme avec les membres de l'intelligence perse. Après une visite chez le Shah, celui-ci l'expulsa du pays, car il voyait en lui un élément perturbateur potentiel. Ensuite al-Afghani tenta en Russie de persuader le gouvernement russe d'agir contre l'influence britannique dans le monde musulman. Le plan d'al-Afghani était de déclencher une guerre russo-britannique qui conduirait à la libération de l'Inde mais également à l'élimination de toute présence européenne dans les pays musulmans. Mais le Tsar ne s'est ni abaissé à accepter un entretien, ni à réaliser un tel plan. Avec son intermède moscovite, Al-Afghani fit cependant grande impression sur le Shah qui l'invita à nouveau.

La Russie empêche que l'Iran soit bradé au Baron Reuter

Comment se positionna la Perse dans ce «Great Game» des grandes puissances Grande-Bretagne et Russie? Jusque dans les années 1880, la Perse s'était développée sans trop d'influences et d'abus occidentaux. Selon la critique mordante de deux diplomates japonais lors d'une visite d'Etat, le Shah se bornait à des retouches superficielles. La Russie et la Grande-Bretagne s'observaient avec méfiance suite à leurs intérêts dans la région. En 1872, la Russie empêcha que le Shah accorde un monopole pour la construction de mines, de barrages, d'usines, de routes et de chemins de fer au Baron britannique *Reuter*, le fondateur de l'agence de presse du même nom. Et Mishra de préciser: «Même Lord *Curzon,* un impérialiste invétéré, désigna cette vente [qui fut annulée plus tard, ts.] de remise en mains étrangères la plus complète de toutes les ressources d'un royaume, qui n'ait jamais été rêvée dans l'histoire voir réalisée.» (Mishra, p. 134)

Conseillers en économie, chacals, armée: trois étapes occidentales, hier … et aujourd'hui?

Al-Afghani avait vécu à plusieurs reprises dans d'autres régions musulmanes la façon dont des pays ont plongé dans la dépendance des puissances occidentales grâce aux fameuses trois étapes: la mise en dépendance économique et le remplacement rapide des marchands par des soldats – un scénario décrit pour le XXe siècle par l'auteur américain *John Perkins* dans son livre intitulé «Les confessions d'un assassin financier – Révélations sur la manipulation des économies du monde par les Etats-Unis». Dans la tradition de l'impérialisme classique, les Etats-Unis ont créé leur impérialisme du dollar, où l'on envoie d'abord un «assassin financier», c'est-à-dire un conseiller en économie bien habillé qui propose à des gouvernements étrangers d'énormes contrats pour les plonger dans la dépendance financière. Si l'objet visé n'est pas atteint, le gouvernement préférant prendre soin de son peuple, alors on aborde la deuxième phase en envoyant les «chacals», des membres des services secrets avec permis de tuer. Si cela reste également sans résultats on passe à la troisième phase, l'envoi de troupes militaires. Une démarche, dénoncée par Perkins – sans qu'on connaisse ses véritables motifs – avec des exemples qui ne sont pas des inventions du XXe siècle, comme le décrit Mishra dans son livre.

«Comment comprendre ce qu'est une banque?»

Pour en revenir à l'Iran du XIXe siècle: Al-Afghani mit en garde ses compatriotes de ne pas céder le pays: «Avant de tomber dans l'esclavage des étrangers, comme c'est le cas des populations de l'Inde, il faut trouver un antidote.» (Mishra, p. 135). Il fut largement conforté dans sa certitude que l'islam se prêtait parfaitement à la mise en place de la démocratie et de l'Etat de droit. Mais il ne trouva pas grâce auprès du Shah qui l'expulsa du pays. Lorsque en 1891 ce même Shah remit à un marchand britannique le monopole de l'achat, de la vente et de l'exportation du tabac, des sociétés secrètes, fondées par Al-Afghani à Téhéran, s'y opposèrent. Les protestations de masse de 1891 furent fort bien coordonnées, grâce aussi au télégraphe mis en place par les Britanniques comme liaison avec l'Inde …

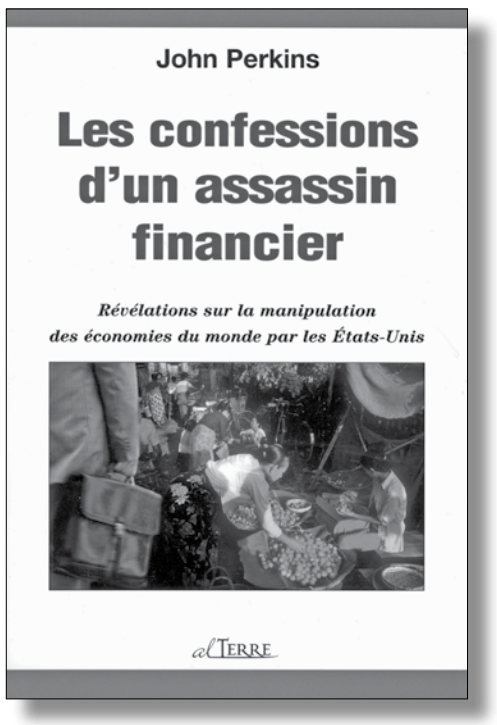
Par écrit, il appela les prêtres chiites à résister en donnant des explications: «Comment comprendre ce qu'est une banque? Cela signifie remettre les rênes dans les mains des ennemis de l'islam, l'esclavage du peuple par l'ennemi, renoncer à tout pouvoir et à toute autorité au profit de l'ennemi.» (Mishra p. 136). Les critiques de la Banque mondiale et du FMI ne peuvent qu'approuver.

Les souvenirs d'enfance de Mossadegh – pas de quoi triompher pour l'Occident

Les actions d'al-Afghani furent couronnées de succès: sur la base d'une Fatwa, décidée par le dirigeant chiite instruit par lui, le shah se vit contraint d'annuler la concession de tabac accordée au marchand britannique. Ce fut un pas historique: un enfant âgé de neuf ans développa suite à ces développements «sa méfiance lourde en conséquences envers les activités étrangères dans le pays». Il s'agissait de *Mohammed Mossadegh,* futur Premier ministre de Perse, éliminé suite à un coup d'Etat en 1953 par la CIA et le MI6. De tels faits relatés dans le livre de Mishra font de la lecture un vrai délice et permettent de mieux comprendre la situation actuelle.

Al-Afghani, séjournant entretemps à Londres, tenta d'agir contre le Shah et, de surcroît, de faire comprendre aux Britanniques qu'ils étaient dans l'erreur. «Si curieux que cela paraisse, il n'en est pas moins vrai que le Shah renforce la tyrannie sur son peuple après chaque visite en Europe. Il semble que cela soit dû à son accueil (…) en Europe.

Suite page 6



ISBN 2-89626-001-3

«Pour comprendre le monde …»
suite de la page 5

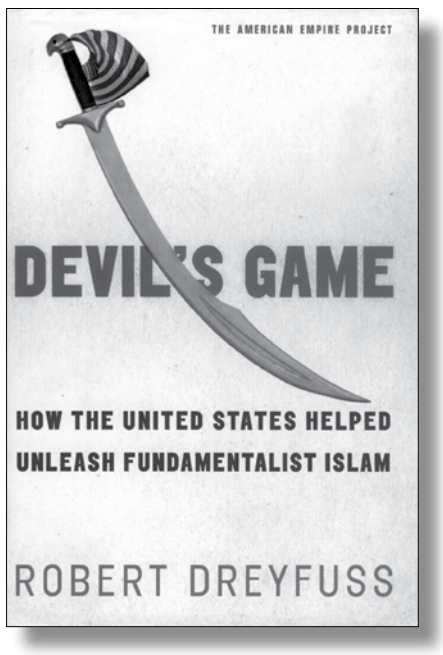
Ainsi, les masses persanes attribuaient leurs souffrances aux influences européennes, et leur aversion envers les Européens se renforçait au moment même où il aurait pu y avoir une entente. (Mishra, p. 137). Même si ces informations ne datent pas des années 60 ou 70 du XXe siècle, elles leur ressemblent fortement.

Le monopole de l'information de Mister Reuters et la désinformation moderne

Les faits suivants sont fort intéressants concernant le rôle des médias: al-Afghani se plaignit des informations unilatérales venant de Perse, présentant les protestataires comme des religieux fanatiques, alors que ces derniers ne voulaient rien d'autre qu'une législation et des réformes, et s'opposer à l'absolutisme du dirigeant – activités qui auraient dû plaire à la Grande-Bretagne si fière de son système parlementaire. Mais qui possédait le monopole de l'information? L'entreprise d'un homme qui détenait, au travers d'autres firmes, des droits de prospection et des licences bancaires en Iran: un certain Mister Reuter dont l'agence portait le même nom. Malheureusement, Mishra renonce à présenter la situation actuelle du monde de l'information – peut-être parce que la comparaison est si évidente … A moins qu'on n'en soit pas encore bien avancé dans l'éducation critique face aux médias dans nos écoles? Prend-on vraiment en compte le fait que 80% des informations viennent d'une seule et même source, selon une étude du professeur *Russ-Mohl* publiée dans la «Neue Zürcher Zeitung»?[4] Ou la remarque de responsables de la télévision que nous ne pouvons pas nous fier à ce que nous voyons? Que le monde télévisuel s'éloigne de plus en plus de la réalité? Que les producteurs télévisuels sont en train de désinformer sciemment et systématiquement le public? Que la vérité est la première victime des conflits?[5,6]

Un Luther islamique, un franc-maçon, un ami des Britanniques ou un de leurs ennemis?

Revenons à al-Afghani et à ses activités à Londres, le centre de cet empire qu'il combattait. Dans les articles diffusés par la presse britannique, il demandait aussi le retrait des Britanniques hors de l'Inde et de l'Egypte, afin de diminuer l'hostilité des musulmans. Un fait étonnant que Mishra aurait pu évoquer: même si les Britanniques commirent des atrocités dans leurs colonies, dans leur propre pays ils respectaient la liberté d'expression, même celle de ce qui à leurs yeux était un agitateur dangereux. Alors que le Shah demandait de réduire au silence le critique, le gouvernement britannique répondit qu'il ne pouvait rien entreprendre de tel. Mishra ne se prononce pas sur la question de savoir à quel point les Britanniques espéraient pouvoir tirer profit des idées d'al-Afghani à un moment ou un autre. Mais des affirmations comme les suivantes montrent, que malgré les critiques, on pouvait le considérer comme un lien à garder – ou même comme agent, comme le subodore Robert Dreyfuss dans «Devil's game». C'est ainsi qu'al-Afghani exprima, dans une interview accordée à la *Pall Mall Gazette* en décembre 1891, sa conviction que les Perses étaient parmi les Asiatiques les plus ouverts aux réformes et que lui, al-Afghani, pouvait jouer le rôle de catalyseur de cette transformation: «Le réel esprit du coran correspond entièrement aux libertés modernes. (…) Un musulman cultivé, connaissant les principes libéraux de l'Europe, peut les transmettre facilement à son peuple au travers de l'autorité du coran, sans pour autant connaître les difficultés que Luther a lui connu» (Mishra, p. 138) Al-Afghani, un transformateur entre deux mondes? Un Luther islamique? Mais en même temps un franc-maçon? Un ennemi des Britanniques ou leur agent?



ISBN 978-0805-081374

Contre l'impérialisme occidental, mais pas contre les valeurs chrétiennes

En 1892, al-Afghani déménagea à Istanbul, où le sultan lui accorda une rente à vie. Ce dernier espérait ainsi le gagner comme propagandiste d'un califat ottoman et du même coup le tenir sous son contrôle. Appuyé sur un système de pouvoir brutal, fasciné par le développement du Japon face aux puissances occidentales, le sultan attira à sa cour des personnages importants de l'Inde et de la Syrie, mais il lui fallait aussi des penseurs comme al-Afghani. Ce dernier rassembla des disciples d'origines diverses et continua de propager l'idée du panislamisme, rejetant non seulement le schisme entre les sunnites et les shiites, mais aussi une imitation de l'Occident, tout en sachant établir une différence: pour l'Occident il se contentait de refuser l'impérialisme, mais pas les valeurs chrétiennes. Le coran était, selon lui, parfaitement compatible avec la science moderne, la politique et l'économie et il fallait accepter l'idée de réformes constitutionnelles. Sous surveillance et accusé de ne pas être un vrai musulman, il tenta en 1895 d'obtenir un passeport britannique pour fuir. Mais les Britanniques refusèrent d'aider leur ancien ennemi.

Quand en 1896 un de ses élèves assassina le Shah de Perse, al-Afghani fut arrêté à Istanbul à la demande du gouvernement perse. Il échappa à une détention de plusieurs années, voire à une extradition, déniant toute complicité dans ce complot d'assassinat, suite à un cancer qui l'emporta en 1897, cancer dû à sa très forte consommation de tabac.

Remplacer l'arbitraire par le droit et le fanatisme par la tolérance

Pendant un demi-siècle, ses réflexions sont tombées dans l'oubli jusqu'à ce qu'il ait été redécouvert par de jeunes musulmans politisés qui voulaient remettre en valeur son vers préféré du Coran: «Allah ne modifie pas son comportement envers un peuple, avant que celui-ci ne change les pensées de son âme.» (Mishra p. 145). Ou bien, selon les propres termes d'al-Afghani juste avant sa mort: «Je lutte et lutte encore pour un mouvement de réformes dans l'Orient délabré pour remplacer l'arbitraire par le droit, la tyrannie par la justice et le fanatisme par la tolérance.» (Mishra, p. 144s.)

Conséquent uniquement dans son anti-impérialisme?

Al-Afghani repose aujourd'hui dans un mausolée sur le terrain de l'Université de Kaboul en Afghanistan. La restauration de son tombeau au cours de la première décennie du XXIe siècle alla de pair avec l'instrumentalisation du «révolutionnaire qui inspira les musulmans de l'Egypte à l'Inde». (*Robert Finn*, ambassadeur américain en octobre 2002). Les Etats-Unis voulaient voir en lui après le 11-Septembre le musulman libéral et modéré longtemps recherché. Selon Mishra, rien de plus faux. Il était un homme qui développa ses idées au pied levé et n'était conséquent que dans son anti-impérialisme. Il aurait reconnu que les musulmans ne pouvaient faire face à la supériorité de l'Occident qu'en s'appropriant la science, la formation et la force militaire. Les fruits de son action sont actuellement visibles, selon Mishra, dans le printemps arabe. Il a posé la base pour que les musulmans puissent devenir non plus des objets mais les acteurs de l'histoire, fidèles au vers du Coran cité plus haut, selon lequel un peuple doit d'abord changer «les pensées de son âme» avant qu'Allah s'occupe de lui.

Selon Mishra, Al-Afghani doit être considéré comme le précurseur de *Muhammad Iqbals* en Inde, de *Sayyid Qutbs* en Egypte et, on lit bien, de *Oussama ben Laden* en Arabie saoudite – une analyse que l'ambassadeur américain Robert Finn ne partage guère et même rejette car il devrait autrement retirer le don américain pour le mausolée d'al-Afghani. Celui qui combat un homme en tant que pire terroriste peut-il en même temps honorer son père spirituel? Ou faut-il y voir le jeu du diable décrit par Dreyfuss dans «Devil's Game»?

Les salafistes: les fils d'al-Afghani pour un renouvellement selon le modèle japonais?

Dans de nombreux pays, al-Afghani est considéré comme le fondateur de l'islam politique moderne. Et ceci avec *Mohammed Abduh,* son élève principal et les élèves de celui-ci. Le nationaliste en matière de culture et poète turc, *Ziya Gökalp* formule ainsi la conviction fondamentale d'al-Afghani selon laquelle l'islam forme le fondement pour une solidarité antioccidentale: «Les minarets sont nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées nos casernes et les croyants notre armée.» (Mishra, p. 150)

Mais le salafisme appartient également à l'héritage mixte d'al-Afghani. Le mouvement s'oriente aux ancêtres orthodoxes de l'islam (Salaf) et est en soi multiforme. *Rashid Rida* en tant que figure de proue du salafisme a eu recours aux idées conservatrices panislamistes d'al-Afghani et inspira le mouvement des Frères musulmans, fondé en 1928, ainsi que d'autres mouvements semblables dans toute l'Asie et également en Afrique. Les salafistes utilisaient dans leurs activités contre les puissances européennes et leurs soutiens indigènes les moyens occidentaux telles la presse et les organisations politiques. L'islam était pour eux le moteur du changement et ceci au niveau social, économique et politique. En 1930, Rida mettait en garde contre la voie de la Turquie et de l'Egypte et proposa un renouvellement selon le modèle du Japon. Une fois de plus, on salue les effets à distance de *Tshushima!*

Les textes de l'Ayatollah Khomeiny: ton original d'al-Afghani?

Les salafistes furent poursuivis dans leurs pays par des despotes orientés vers l'Occident. En Afghanistan, leur approche – incarné par la personne d'*Ayman al-Zawahiri*, un conspirateur ayant participé à l'assassinat du président égyptien *Anwar Sadat* – se mélangea à l'islam wahhabite provenant de l'Arabie, incarné par Oussama ben Laden. Etant donné que les réfugiés islamistes rassemblés en Afghanistan s'inspirèrent de l'anti-impérialisme internationaliste d'al-Afghani et appelèrent à un Djihad profane, dirigé avant tout contre les protecteurs occidentaux des divers régimes islamiques, l'hommage de l'ambassadeur américain à al-Afghani, décrit ci-dessus, paraît encore plus grotesque.

Les textes de l'A*yatollah Khomeiny*, cités par Mishra, pourraient tout à fait provenir d'al-Afghani, quand on y lit: «Le colonialisme a divisé notre patrie et transformé les musulmans en peuples séparés. (…) Notre unique possibilité de créer à nouveau un Etat musulman uni est de les libérer de la main des colonisateurs et de renverser les gouvernements marionnettes du colonialisme.» (Mishra, p. 151).

S'éloigner des élites pour se rapprocher du peuple

Toutefois, à la différence de Khomeiny et ben Laden, al-Afghani ne misait pas sur la violence mais sur la conversion des souverains. Le fait de ne pas avoir été entendu par cette élite, l'a aigri vers la fin de sa vie. Ainsi, il dit à un journaliste allemand à Istanbul: «L'ensemble du monde oriental est dans un état de décomposition totale et incapable d'entendre la vérité et de la suivre, si bien que je souhaite un déluge ou un tremblement de terre, qui l'avale et l'enterre.» (Mishra p. 152). Tard, trop tard, il reconnut et regretta d'avoir répandu ses idées sur «sel et sol infructueux» (Mishra, p. 153) des élites: «Je regrette de ne pas avoir semé la semence de mes idées dans le sol réceptif de la pensée des hommes.» (Mishra, p. 153).

Ainsi, à la fin de sa vie, al-Afghani abandonna l'idée qu'un despote éclairé pourrait créer le changement – comme le soutenait aussi des penseurs occidentaux à l'instar de *Friedrich Schiller*. A l'encontre de Schiller qui détestait la révolution suite aux excès sanglants des Jacobins en France et qui rendit même son droit de cité honoris causa, al-Afghani misa tout sur les révolutions radicales portées par le peuple, révolutions qui devaient détruire aussi bien la base que la superstructure de l'oppression, selon la diction à résonnance marxiste de Pankaj Mishra.

Les fondements du despotisme sont-ils restés intacts?

Il faut détruire les fondements du despotisme, il ne suffit pas d'en expulser leurs représentants, autrement rien ne change: c'est exactement là – et c'est la conclusion du chapitre sur al-Afghani et l'islam politique – que Mishra voit le problème du printemps arabe: Qu'a-t-on atteint «si en réalité les fondements du despotisme sont restés intacts?» (Mishra, p. 153)

Pankaj Mishra, lauréat du «Prix du Salon du livre de Leipzig pour l'entente européenne», honore l'œuvre de la vie d'al-Afghani avec cette phrase finale, que l'on doit, certainement aussi dans le sens du jury de Leipzig, laisser résonner longtemps: «La dimension énorme de la tâche qu'al-Afghani s'est donnée est illustrée par le fait que les problèmes inquiétants qu'il tenta de résoudre sont toujours aussi persistants que jadis et que leurs ramifications ne se trouvent pas uniquement dans les pays musulmans qu'il a visité, mais également dans le reste du monde.» (Mishra, p. 153) •

1 New York Magazine: The NYPD Division of Un-American Activities. By Matt Apuzzo and Adam Goldman. *www.nymag.com/news/features/nypd-demographics-unit-2013-9/*

2 Kishore Mahbubani. *Die Rückkehr Asiens – das Ende der westlichen Dominanz.* Berlin 2008. ISBN 978-354907351-3. p. 16s.
Version française: Kishore Mahbubani. *Le Défi asiatique.* Fayard 2008. ISBN 978-2213637525.

3 Interview de Zbigniew Brzezinski, in: *Le Nouvel Observateur* du 15/1/1998: «Brzezinski: Oui, la CIA est entrée en Afghanistan avant les Russes.»

4 Stephan Russ-Mohl. *Wer hat die Fäden in der Hand?* Zur Machtbalance zwischen PR und Journalismus. *Neue Zürcher Zeitung* n° 251 du 27/10/2000, p. 81

5 Bernd Dost (Regie). *Hat Kohl Madonna geküsst?* Wie man mit Bildern manipulieren kann. Deutschland 1996. ISBN 978-3-939356-06-6. Dans cet ouvrage on trouve des affirmations de Fritz Pleitgen, ancien directeur administrateur de la radio/TV allemande WDR.

6 Gordana Mijuk, Klaus-Helge Donath. Krieg der Lügen. *NZZ am Sonntag* du 27/04/14, p. 22s.

Bibliographie

Pankaj Mishra. *Aus den Ruinen des Empires. Die Revolte gegen den Westen und der Wiederaufstieg Asiens.* Frankfurt a.M. 2013. ISBN 978-3-10-048838-1.

John Perkins. *Les confessions d'un assassin financier. Révélations sur la manipulation du monde par les Etats-Unis. alTERRE* 2005. ISBN 978-357050066-8.
Cf. aussi divers films avec et sur John Perkins: p. ex. ORF2, 14/05/10: «Im Dienste der Wirtschaftsmafia – ein Geheimagent packt aus». Titre original: «Apology of an Economic Hit Man».
Il y a également divers films sur youtube: p. ex. *www.youtube.com/watch?v=WdPMSMTBf-Q*

Robert Dreyfuss. *Devil's Game – How the United States Helped Unleash Fundamentalist Islam.* Henry Holt and Co. (Metropolitan Books), American Empire Project Series. 2005, ISBN 978-0805-081374.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2014 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Les conséquences négatives des évaluations PISA»

Lettre ouverte adressée à Monsieur Andreas Schleicher, OCDE, Paris

km. Depuis plus de 10 ans, PISA est le nom d'une expérimentation surprenante qui tente d'harmoniser autant que possible tous les systèmes scolaires européens et au-delà, selon les principes du système de formation américain qui a totalement échoué. L'économisme, la folie du tout faisable et du tout mesurable sont trois signes distinctifs de l'idéologie se trouvant à la base. Des standards uniformisés et formalisés ainsi que l'orientation sur les compétences en sont deux des conséquences. La Suisse n'y échappe pas, comme le prouve le «Plan d'études 21» («Lehrplan 21»), très discuté actuellement en Suisse alémanique. Cela fait dresser l'oreille, lorsque la critique s'élève au niveau mondial et que la publication d'une lettre ouverte prouve que pour une fois la collaboration transatlantique a bien fonctionné. Avec la publication de ce texte, la collaboration ne fait que commencer et elle sera, selon les rumeurs, encore beaucoup élargie. Plusieurs milliers de personnalité des domaines de la science et de l'enseignement ont signé cette lettre, seul en Allemagne plus de 2300. C'est remarquable.

Cher Monsieur Schleicher,

Nous nous adressons à vous en tant que responsable à l'OCDE du Programme PISA d'évaluation des élèves. Au bout de sa 13e année, PISA est maintenant reconnu dans le monde entier comme instrument de classement des pays – membres de l'OCDE ou non: plus de 60 au dernier décompte – classement établi en fonction de la réussite des élèves de 15 ans en mathématiques, sciences et lecture. Publiés tous les trois ans, les résultats de PISA sont attendus avec crainte par les gouvernements, les ministres de l'Education, les rédactions en chef des journaux et sont cités comme textes de référence dans d'innombrables rapports politiques. Ils ont commencé à influencer encore plus profondément les pratiques éducatives dans de nombreux pays. A la suite de la publication des résultats de PISA, certains pays en sont à envisager la refonte de leur système éducatif dans l'espoir d'améliorer leur classement. Une absence de progrès dans les évaluations PISA a déclenché dans les pays concernés une crise institutionnelle, un «PISA-Choc» accompagné de demandes de démission de responsables et de mise en place de profondes réformes conformes aux préceptes énoncés par PISA.

Nous sommes franchement préoccupés par l'impact négatif des classements PISA. Voici quelques-uns de nos sujets d'inquiétude:

– la pratique des tests normalisés existe certes dans de nombreux pays depuis des décennies (et ce malgré de sérieuses réserves émises sur leur validité et leur fiabilité), mais PISA a favorisé une escalade certaine dans l'utilisation de tels tests et a entraîné une dépendance accrue aux mesures purement quantitatives. Par exemple, PISA a été utilisé aux Etats-Unis comme justification majeure du programme «Race to the Top», programme qui a renforcé l'utilisation de tests standardisés pour évaluer les étudiants, les enseignants et les administrateurs et dont le seul objectif est de classer et étiqueter étudiants, enseignants et administrateurs selon les résultats de tests largement connus pour être déficients (voir, par exemple, la dégringolade inexpliquée de la Finlande dans le classement PISA).
– PISA, avec son cycle d'évaluation de trois ans, a provoqué un déplacement des objectifs de la politique éducative vers des solutions à court terme visant essentiellement à aider un pays à grimper rapidement dans les classements, bien que les recherches montrent que des changements durables dans la pratique de l'éducation prennent des décennies et non pas quelques années pour se concrétiser. Nous savons par exemple que le statut des enseignants et le prestige de cette profession ont une forte influence sur la qualité de l'enseignement, mais ce statut varie fortement selon les cultures et n'est que faiblement influencé par une politique à court terme.
– En mettant l'accent sur une gamme étroite d'aspects mesurables de l'éducation, PISA détourne l'attention d'objectifs éducatifs moins mesurables ou non mesurables comme le développement physique, moral, civique et artistique, limitant ainsi dangereusement notre imagination collective sur ce que l'éducation peut et doit être.
– En tant qu'*Organisation de développement économique*, l'OCDE poursuit une problématique naturellement biaisée qui se focalise exclusivement sur le rôle économique des écoles publiques. Mais la préparation de la jeunesse à un emploi rémunéré n'est ni le seul ni même le principal objectif de l'enseignement public qui doit préparer les élèves à l'exercice de l'autonomie dans un système démocratique, à l'action morale et à une vie favorisant le développement personnel, la croissance et le bien-être.
– A la différence des organisations de l'ONU – telles l'UNESCO ou l'UNICEF qui ont des mandats clairs et légitimes pour améliorer l'éducation et la vie des enfants à travers le monde –, l'OCDE n'a pas un tel mandat. Elle n'a pas plus, à l'heure actuelle, élaboré de mécanismes de participation démocratique dans son mode de prise de décision sur les questions éducatives.
– Pour mettre en place l'enquête PISA et la foule de ses à-côtés, l'OCDE a mis en place des «partenariats public-privé» et conclu des alliances avec des entreprises multinationales à but lucratif, qui ont tout à gagner financièrement de la révélation par PISA de n'importe quel manque éducatif, qu'il soit réel ou supposé. Certaines de ces entreprises offrent massivement, moyennant finances, des services éducatifs aux écoles américaines et aux districts scolaires, tout en visant d'autre part le développement d'un enseignement primaire à but lucratif en Afrique, où l'OCDE envisage maintenant d'introduire le programme PISA.
– Enfin ce qui est le plus important: le nouveau régime PISA, avec son cycle continu de tests, nuit à nos enfants et appauvrit nos salles de classe, car il implique inévitablement des batteries de tests de type QCM [questionnaire à choix multiple, ndlr.] plus nombreuses et plus longues et conséquemment plus de modèles de leçons «certifiées PISA» dont le poids tend à réduire d'autant plus l'autonomie pédagogique des enseignants. Ainsi PISA a encore augmenté le niveau de stress déjà élevé dans nos écoles ce qui met en danger le bien-être de nos élèves et des enseignants.

Ces évolutions sont en conflit ouvert avec les principes largement acceptés de bonne pratique éducative et démocratique:

– Aucune réforme importante ne devrait reposer sur un critère unique et forcement étroit d'évaluation.
– Aucune réforme importante ne devrait ignorer le rôle important des facteurs non éducatifs parmi lesquels les inégalités socio-économiques à l'intérieur d'un pays jouent un rôle primordial. Dans de nombreux pays, y compris les Etats-Unis, les inégalités ont augmenté de façon spectaculaire au cours des 15 dernières années, ce qui explique l'écart éducatif grandissant entre les riches et les pauvres, écart que des réformes de l'éducation, aussi sophistiquées soient-elles, ne peuvent combler.
– Une organisation comme l'OCDE, comme toute organisation qui influence profondément la vie de nos populations, devrait être ouverte à un contrôle démocratique exercé par les membres de ces populations.

Nous n'écrivons pas seulement pour souligner les déficits et les problèmes. Nous tenons également à être une force de propositions constructives qui peuvent aider à réduire les dérives signalées plus haut. Bien qu'incomplètes, ces propositions montrent comment on pourrait améliorer l'école sans tomber dans les travers dénoncés ci-dessus:

– Développer des alternatives aux classements: explorer des façons plus significatives et moins sensationnalistes de publier les résultats des évaluations. Par exemple, comparer les pays en voie de développement où les jeunes de 15 ans sont régulièrement astreints très tôt à un travail salarié avec les pays depuis longtemps développés n'a aucun sens ni éducatif ni politique et expose l'OCDE au reproche de colonialisme éducatif.
– Favoriser la participation de l'ensemble des acteurs de l'éducation et des universitaires concernés par ces questions: à ce jour, les groupes qui ont le plus d'influence dans les prises de décision concernant l'école sont les psychométriciens, les statisticiens et les économistes. Ils méritent certainement une place à la table, mais il doit en être de même pour de nombreux autres groupes: les parents, les éducateurs, les administrateurs, les dirigeants de communautés, les étudiants, ainsi que les chercheurs dans des disciplines comme l'anthropologie, la sociologie, l'histoire, la philosophie, la linguistique, les arts et les humanités. Ce que nous évaluons et comment s'effectue cette évaluation des élèves âgés de 15 ans doit être discuté au niveau local, national et international par tous ces groupes.
– Impliquer des organisations nationales et internationales dans le processus d'élaboration de méthodes et de normes qui vont bien au-delà du rôle économique de l'éducation publique et dont les préoccupations incluent la santé, le développement humain, le bien-être et le bonheur des étudiants et des enseignants. Cette implication de diverses organisations vise aussi bien celles appartenant aux Nations Unies mentionnées ci-dessus que les organisations d'enseignants, de parents et d'administrateurs, pour n'en nommer que quelques-unes.
– Rendre publics les coûts directs et indirects de l'exécution de PISA pour que les contribuables des pays membres puissent envisager en connaissance de cause une utilisation différente des millions de dollars dépensés pour ces tests et décider s'ils veulent continuer à les faire passer.
– Favoriser une supervision par des équipes internationales indépendantes qui pourront observer l'administration des tests PISA du début jusqu'à la fin pour que les questions portant sur les caractéristiques des tests, des procédures statistiques et de la procédure de notation puissent être honnêtement évaluées et échapper ainsi aux accusations de partialité ou d'iniquité dans les comparaisons.
– Fournir des comptes et rapports détaillés sur le rôle des entreprises privées et à but lucratif dans la préparation, l'exécution et le suivi des évaluations trisannuelles PISA pour éviter l'apparence ou l'existence de conflits d'intérêts.
– Ralentir le rouleau compresseur des tests. Pour avoir le temps de débattre des questions mentionnées dans ce texte aux différents niveaux local, national et international, il faut envisager de surseoir à la mise en place du prochain cycle PISA. Cela donnerait le temps d'intégrer à la réflexion collective les fruits des débats organisés pour mettre en place un nouveau et meilleur modèle d'évaluation.

Nous supposons que les experts du PISA de l'OCDE sont mus par un désir sincère d'amélioration des systèmes éducatifs. Mais nous ne parvenons pas à comprendre comment et pourquoi votre organisation est devenue de fait l'arbitre exclusif des moyens et des fins de l'éducation à travers le monde. La focalisation étroite de l'OCDE sur des tests standardisés risque de transformer l'apprentissage en corvée et de tuer ainsi la joie d'apprendre. PISA ayant conduit de nombreux gouvernements à s'engager dans une compétition internationale visant à obtenir de meilleurs scores, l'OCDE s'est donc arrogé le pouvoir de façonner la politique de l'éducation dans le monde entier, sans aucun débat sur la justification et les limites de ses propres objectifs. Nous craignons au plus haut point que l'appréciation portée sur des traditions éducatives variées au moyen d'une seule et étroite mesure biaisée aboutisse finalement à des dommages irréversibles pour nos écoles et leurs élèves.

Cordialement

Heinz-Dieter Meyer,
professeur à la State University of New York (SUNY Albany)

Katie Zahedi,
directrice, Linden Avenue Middle School, Red Hook, New York

(Traduction *Michel Delord* – 1/6/2014)

Source: *http://oecdpisaletter.org/french/*

Premiers signataires du 4 mai 2014: Andrews, Paul, Professor of Mathematics Education, Stockholm University, Atkinson, Lori, New York State Allies for Public Education, Baldermann, Ingo, Professor of Protestant Theology and Didactics, Universität Siegen, Germany, Ball, Stephen J., Karl Mannheim Professor of Sociology of Education, Institute of Education, University of London, Barber, Melissa, Parents Against High Stakes Testing, Beckett, Lori, Winifred Mercier, Professor of Teacher Education, Leeds Metropolitan University, Bender, Peter, Professor, Fakulty of Elektrotechnik, Informatik und Mathematik, Universität Paderborn, Germany, Berardi, Jillaine, Linden Avenue Middle School, Assistant Principal, Berliner, David, Regents Professor of Education at Arizona State University, Bloom, Elizabeth, EdD, Associate Professor of Education, Hartwick College, Boland, Neil, Senior Lecturer, AUT University, Auckland, New Zealand, Boudet, Danielle, Oneonta Area for Public Education, Burchardt, Matthias, Academic Council; Society for Education and Knowledge, Vice- Chair, Cologne University, Germany, Burris, Carol, Principal and former Teacher of the Year, Co-Founder of New York Principals., Cauthen, Nancy, Ph.D., Change the Stakes, NYS Allies for Public Education Cerrone, Chris, Testing Hurts Kids; NYS Allies for Public Education, Ciaran, Sugrue, Professor, Head of School, School of Education, University College Dublin, Conneely, Claire, Programmes Director, Bridge21, Trinity College Dublin. Danner, Helmut, Private Docent, Nairobi, Kenya, Deutermann, Jeanette, Founder Long Island Opt Out, Co-founder NYS Allies for Public Education, Devine, Nesta, Associate Professor, Auckland University of Technology, New Zealand, Dodge, Arnie, Chair, Department of Educational Leadership, Long Island University, Dodge, Judith, Author, Educational Consultant, Farley, Tim, Principal, Ichabod Crane School; New York State Allies for Public Education., Fehlmann, Ralph, Coordinator, Forum for General Education, Switzerland, Fellicello, Stacia, Principal, Chambers Elementary School, Fleming, Mary, Lecturer, School of Education, National University of Ireland, Galway, Fransson, Göran, Associate Professor of Education, University of Gävle, Sweden., Giroux, Henry, Professor of English and Cultural Studies, McMaster University, Glass, Gene, Senior Researcher, National Education Policy Center, Santa Fe, NM, Glynn, Kevin, Educator, co-founder of Lace to the Top, Goldstein, Harvey, Professor of Social Statistics, University of Bristol, Gorlewski, David, Director, Educational Leadership Doctoral Program, D'Youville College., Gorlewski, Julie, PhD, Assistant Professor, State University of New York at New Paltz, Gowie, Cheryl, Professor of Education, Siena College, Greene, Kiersten, Assistant Professor of Literacy, State University of New York at New Paltz, Gruschka, Andreas, Professor, Educational Sciences, Goethe Universität Frankfurt, Germany, Haimson, Leonie, Parent Advocate and Director of » Class Size Matters" , Hannon, Cliona, Director, Trinity Access Programmes, Trinity College Dublin, Heinz, Manuela, Director of Teaching Practice, School of Education, National University of Ireland Galway, Hoefele, Joachim, Department of Applied Linguistics, University for Applied Sciences, Zurich, Switzerland, Hopmann, Stefan Thomas, Professor, Institute for Educational Sciences, Universität Wien, Hughes, Michelle, Principal, High Meadows Independent School, Jahnke, Thomas, Institute of Mathematics, Universität Potsdam, Germany, Jury, Mark, Chair, Education Department, Siena College, Kahn, Hudson, Valley Against Common Core, Kastner, Marie-Theres, President of League of Catholic Parents, Germany, Kayden, Michelle, LOTE Teacher, Linden Avenue Middle School Red Hook, NY, Kempf, Arlo, Program Coordinator of School and Society, OISE, University of Toronto, Kilfoyle, Marla, NBCT, General Manager of BATs, Kissling, Beat, Psychologist and Education Science, Gymnasium and University Instructor, Zürich, Switzerland, Klein, Hans Peter, Chair, Didactics of Bio-Sciences, Goethe Universität Frankfurt Kraus, Josef, German Teacher Association, President, Germany, Krautz, Jochen, Professor, Department of Art and Design, Bergische Universität Wuppertal, Labaree, David, Professor of Education, Stanford University, Lankau, Ralf, Professor, Media Design, Hochschule Offenburg, Germany, Leonardatos, Harry, Principal, High School, Clarkstown, NY, Liesner, Andrea, Professor, Educational Sciences, Universität Hamburg, Liessmann, Konrad Paul, Professor, Institut für Philosophie, Universität Wien, MacBeath, John, Professor Emeritus, Director of Leadership for Learning, University of Cambridge, McLaren, Peter, Distinguished Professor, Chapman University, McNair, Jessica, Co-founder Opt-Out CNY, parent member NYS Allies for Public Education, Meyer, Heinz-Dieter, Associate Professor, Education Governance & Policy, State University of New York (Albany), Meyer, Tom, Associate Professor of Secondary Education, State University of New York at New Paltz, Millham, Rosemary, Ph. D., Science Coordinator, Master Teacher Campus Director, SUNY New Paltz, Millham, Rosemary, Science Coordinator/Assistant Professor, Master Teacher Campus Director, State University of New York, New Paltz, Oliveira Andreotti, Vanessa, Canada Research Chair in Race, Inequality, and Global Change, University of British Columbia, Canada, Mitchell, Ken, Lower Hudson Valley Superintendents Council Mucher, Stephen, Director, Bard Master of Arts in Teaching Program, Los Angeles, Naison, Mark, Professor of African American Studies and History, Fordham University; Co-Founder, Badass Teachers Association, Muench, Richard, Professor of Sociology, Universitaet Bamberg, Nielsen, Kris, Author, Children of the Core, Noddings, Nel, Professor (emerita) Philosophy of Education, Stanford University, Noguera, Pedro, Peter L. Agnew Professor of Education, New York University, Nunez, Isabel, Associate Professor, Concordia University, Chicago, O'Toole-Brennan, Kathleen, Programmes Manager, Trinity Access Programmes, Trinity College Dublin, Pallas, Aaron, Arthur I. Gates Professor of Sociology and Education, Columbia University, Parmentier, Michael, Museum Pedagogy, Göttingen, Germany, Peters, Michael, Professor, University of Waikato, Honorary Fellow, Royal Society New Zealand, Pongratz, Ludwig, Professor, Institute for Pedagogy, Technische Universitaet Darmstadt, Germany, Pugh, Nigel, Principal, Richard R Green High School of Teaching, New York City , Radtke, F.O., Professor (em), Education Sciences, Goethe-Universitaet Frankfurt , Ravitch, Diane, Research Professor, New York University , Reitz,Tilman, Junior Professor, Sociology, Universitaet Jena, Rekus, Juergen, Institute for Vocational and General Pedagogy, Karlsruhe Institute for Technology (KIT), Germany, Rivera-Wilson, Jerusalem, Senior Faculty Associate and Director of Clinical Training and Field Experiences, University at Albany, Roberts, Peter, Professor, School of Educational Studies and Leadership, University of Canterbury, New Zealand., Rougle, Eija, Instructor, SUNY Albany, Rudley, Lisa, Director: Education Policy-Autism Action Network, Saltzman, Janet, Science Chair, Physics Teacher, Red Hook High School, Schirlbauer, Alfred, Professor, Institute for Education Sciences, University of Vienna, Austria, Schniedewind, Nancy, Professor of Education, Suny New Paltz, Schopf, Heribert, Professor, School of Pedagogics and Education, Vienna, Austria, Silverberg, Ruth, Associate Professor, College of Staten Island, CUNY, Sperry, Carol, Professor of Education, Emerita, Millersville University, Sjøberg, Svein, Professor (em), Science Education, University of Oslo, Norway, Spring, Joel, Professor, Education Policy, City University of New York, St. John, Edward, Algo D. Henderson Collegiate Professor, University of Michigan, Suzuki, Daiyu, Teachers College at Columbia University / Co-founder Edu 4, Swaffield, Sue, Senior Lecturer, Educational Leadership and School Improvement, University of Cambridge, Tangney, Brendan, Associate Professor, School of Computer Science and Statistics, Trinity College Dublin, Tanis, Bianca, Parent Member: ReThinking Testing, Thomas, Paul, Associate Professor of Education, Furman University, Thrupp, Martin, Professor of Education, University of Waikato, Tobin, KT, Founding member, ReThinking Testing, Tomlinson, Sally, Emeritus Professor, Goldsmiths College, University of London; Senior Research Fellow, Department of Education, Oxford University, Tuck, Eve, Coordinator of Native American Studies, State University of New York at New Paltz, VanSlyke-Briggs, Kjersti, Associate Professor, SUNY Oneonta, Vohns, Andreas, Associate Professor of Mathematics Education, School of Education, Alpen-Adria-Universität Klagenfurt, Wilson, Elaine, Faculty of Education, University of Cambridge, Wittmann, Erich, Professor of Mathematics Education, Technical University of Dortmund, Wrigley, Terry, Honorary Senior Research Fellow, University of Ballarat, Australia Zahedi, Katie, Principal, Linden Ave Middle School, Red Hook, New York Zhao, Yong, Professor of Education, Presidential Chair, University of Oregon.

Des parents s'engagent pour une école publique solide

Un nouveau site Internet est opérationnel – la résistance au «Lehrplan 21» («Plan d'études 21») se forme dans les cantons suisses-alémaniques

rt. Des parents de divers cantons suisses-alémaniques s'engagent fortement pour une bonne école publique. Sur le nouveau site Internet *www.elternfuereinegutevolksschule.ch,* ils proposent des objectifs clairs pour une école publique suisse de grande qualité, telle qu'on la connaissait encore il y a quelques années. Ils s'opposent aux transformations du système scolaire planifié et en partie déjà en cours.

En lisant les textes publiés, il est évident qu'un grand nombre de parents ne sont pas satisfaits de ces changements. Pourtant, ils ne se contentent pas de critiquer, mais ils formulent une prise de position s'orientant selon les valeurs traditionnelles et éprouvées de l'école publique suisse. Au centre se trouve l'enseignement explicite en classe, mené par un enseignant engagé (cf. notamment la méga-analyse de *John Hattie*). Les parents caractérisent et rejettent clairement les méthodes d'apprentissage et d'enseignement douteux, ayant échoué dans les pays anglo-saxons, et qu'on se prépare à introduire prochainement à l'aide du «Plan d'études 21».

On ressent bien le désir des parents, de permettre à tous les enfants de profiter d'une bonne et solide formation à l'école publique et de ne pas vouloir les soumettre à une vaste expérimentation à la mode du «Plan d'études 21».

Ainsi, ne peut-on que recommander à tous les parents, enseignants et responsables politiques de l'enseignement à visiter ce site très bien conçu.

Toute personne désirant contacter le comité de parents peut s'adresser à Mme *Claudia Meier* (LU) et Mme *Marlies Klesse* (GR). Ces deux personnes sont mères et pédagogues et se sont déjà engagées contre le concordat HarmoS en empêchant avec succès sa mise en vigueur dans leurs cantons.

Le but de ce Comité est de créer des liens entre les parents des divers cantons touchés par le «Plan d'études 21» et de les soutenir dans leurs activités au niveau cantonal. Sur le site on trouve, par exemple, une présentation des activités contre le «Plan d'études 21» dans les 21 cantons suisses-alémaniques: «C'est ainsi que dans les cantons de Bâle-Campagne, Argovie et Saint-Gall une initiative populaire va être lancée et dans plusieurs autres cantons des préparations sont en cours. Dans de nombreux Parlements cantonaux, des parlementaires de différents partis ont déposé des motions. Il est intéressant d'apprendre que la décision de la CDIP (*Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique*) n'a pas été prise à l'unanimité, car le chef du Département de la formation et de la sécurité du canton de Bâle-Campagne s'est opposé publiquement au Plan d'études 21.» (cf. *www.elternfuereinegutevolksschule.ch*)

Le visiteur du site y apprend où en est l'opposition au niveau suisse. Il est important de ramener l'école publique suisse à transmettre un fondement de savoir solide à nos enfants.

Dans la lettre des parents – directement imprimable depuis le site au format PDF –, ceux-ci expriment de manière claire, concise et simple leurs exigences en faveur d'une bonne école publique et ils s'opposent aux exigences de la CDIP de mettre en vigueur le «Plan d'études 21», suite à quelques corrections cosmétiques, déjà l'année prochaine. Cette lettre est destinée à servir comme soutien et information pour toutes les personnes intéressées qui ne veulent pas se contenter de l'enseignement actuel et veulent s'engager pro-activement pour une bonne école publique suisse. Ces préoccupations des parents sont déjà soutenues par de nombreux premiers signataires de divers cantons. •

Le «Plan d'études 21» – un temps d'apprentissage dont on abuse

Sous le prétexte «harmonisation», on tente d'imposer aux 21 cantons suisses-alémaniques un plan d'études qui détruirait notre école publique. Le «Plan d'études 21» n'est pas une invention suisse, mais un produit venant de l'espace anglo-américain ne correspondant nullement à la tradition de l'enseignement européen.

Après six années de secret gardé, les 550 pages du «Plan d'études 21» ont été publiées. Résultat: il est illisible! Nous autres parents n'avons guère la possibilité de comprendre ce que nos enfants doivent réellement apprendre ou ne pas apprendre.

Le contenu est tout aussi indicible: nos enfants seront dressés à la baguette pour acquérir plus de 4700 compétences différentes. Bon nombre d'entre elles sont insensées ou trop faciles, trop difficiles ou purement idéologiques. Après de vives critiques de divers côtés, ce plan d'études va être «remanié», un peu allégé, un peu toiletté … L'approche fondamentalement fausse sera cependant maintenue.

Ce plan d'études ne prévoit plus que trois «cycles». Les buts d'apprentissage de 3 à 4 années scolaires sont regroupés. De cette manière, les enfants se déplacent seuls dans cette grande étendue et pour nous autres parents ce sera difficile de savoir quel est le niveau de l'apprentissage de notre enfant en comparaison au reste de la classe. C'est ainsi qu'on introduit un enseignement soi-disant «individualisé», c'est-à-dire il n'y aura plus d'objectifs annuels à atteindre pour tous les enfants en commun. Chaque enfant se trouve à un endroit différent, et doit s'occuper de manière «autoguidée». Cela mène à une désocialisation de nos enfants.

Dès le jardin d'enfants, les enfants doivent «découvrir» eux-mêmes un nombre incroyable de choses, y «réfléchir» et se «former une opinion», sans qu'on leur ait donné préalablement les connaissances nécessaires. Les enseignants doivent leur mettre à disposition, en tant qu'«accompagnateurs» ou «animateurs», avant tout les «conditions d'apprentissage», c'est-à-dire préparer du matériel. *«Ce qui est idéal, [selon le Plan d'études 21], c'est la création de conditions qui offrent des occasions très variées d'apprentissage lesquelles sont soutenues par les enseignants et par le matériel pédagogique afin que l'enfant acquière les facettes individuelles ou diverses d'une compétence.»* («Lehrplan 21», introduction, p. 6)

Tout ce qui fait la valeur de la personnalité de l'enseignant pour l'enfant et pour l'apprentissage se perd. Les enfants sont laissés seuls dans tout cela, débordés, et on n'exige pas assez d'eux et on ne les encourage pas assez selon leur développement. •

Source: *www.elternfuereinegutevolksschule.ch,* Lettre de parents, page 4

La tradition éducative de la Suisse

Pourquoi abandonner notre système éducatif suisse qui a fait ses preuves et auquel nous devons le grand succès du modèle suisse, le bon état de notre place économique ainsi que la prospérité et la satisfaction de la population? Si nous renonçons à cette tradition, nous risquons de détruire la substance de notre pays. Dans la tradition éducative suisse, le développement de la personnalité de l'enfant et l'épanouissement de toutes ses forces est placé au centre. Plus tard, nos enfants doivent être capables d'assumer leurs responsabilités dans la famille, au travail et en tant que citoyens.

Pourquoi abandonner les bases de Pestalozzi (la tête [l'esprit], le coeur [l'affectivité], la main [le faire]) pour favoriser des programmes d'enseignement américains de mauvaise qualité? Nous ne voulons pas que nos enfants soient conditionnés uniquement à des tests, tels LOT, Cockpit, Stellwerk, PISA etc.

Le fait de maintenir la grande majorité des élèves à un niveau scolaire scandaleusement bas et d'élever une petite élite dans des écoles privées coûteuses, comme cela est le cas aux Etats-Unis, contrevient profondément à la conception suisse de l'école publique, du principe démocratique et de l'égalité des chances. •

Source: *www.elternfuereinegutevolksschule.ch,* Lettre de parents, page 2

Ce que nous attendons de l'école en tant que parents

1. **Nous voulons une école où nos enfants apprennent ce dont ils ont besoin pour la vie**
   - Des bases solides en écriture, lecture, calcul, connaissances de la nature et travail manuel
2. **Nous voulons des enseignants compétents et engagés au niveau personnel et prenant au sérieux leur tâche – mais pas des «accompagnateurs» ou des «médiateurs»**
   - Le but primordial doit être que tous les enfants atteignent l'objectif de l'année
   - Enseignement conduit en classe au lieu de plans hebdomadaires
   - Organisation systématique de l'enseignement avec explications détaillées
   - Pas de «thérapeutisation» de nos enfants
   - Beaucoup de temps pour s'exercer dans les domaines essentiels au lieu de perdre son temps à faire des expérimentations insensées
   - Donner aux enfants des devoirs qu'ils peuvent résoudre eux-mêmes pour approfondir les contenus appris – pas de devoirs hebdomadaires
   - Initiation à la conduite soignée de cahiers et à une écriture cursive propre
   - Correction quotidienne et soigneuse des travaux d'élèves
3. **Nous voulons des objectifs annuels clairs et des manuels scolaires appropriés**
   - Maintien du bon niveau de formation suisse
   - Fixation claire de ce que nos enfants doivent apprendre chaque année
   - Des manuels conçus de manière systématique et bien structurée en petites étapes et correspondant à la nature de l'enfant
4. **Nous voulons une école axée sur les valeurs**
   - Grâce à l'école, les enfants doivent à l'avenir être capables d'assumer leurs tâches dans leur famille, leur travail et la société de manière responsable
   - Des contenus scolaires orientés sur les valeurs

Premiers signataires: Claudia Meier, mère, jardinière d'enfants, 6208 Oberkirch LU; **Marlies Klesse,** enseignante de travaux manuels, jardinière d'enfants, mère, 7215 Fanas GR; **Julia Wolfer,** mère, femme au foyer, kinésiologue, coprésidente Les Verts SG, 9468 Sax SG; **Hermann Suter,** historien/pédagogue, 6404 Greppen LU; **Daniela Holzmann,** 8124 Maur ZH; **Andrea Fousseni,** 9445 Rebstein SG; **Ariane Roth,** 5225 Bözberg AG; **Viktor Rüegg,** avocat, Chance 21, 6010 Kriens LU; **Ivo und Brigitte Muri,** 6210 Sursee LU; **Joe** (Chance 21) **und Helen Willi,** agriculteurs, 6145 Fischbach LU; **Heidi Butti,** 8267 Berlingen TG; **Stefanie Stuckert,** 9565 Bussnang TG; **Felix Huwiler,** 8595 Altnau TG; **Lisa Leisi,** UDF, 9615 Dietfurt SG; **Bruno Dudli,** 9245 Sonnental SG; **Alois Brem,** agriculteur, 8964 Rudolfstetten-Friedlisberg AG; **André Imbach,** Key Account Manager, 6405 Immensee, SZ; **Daniel Trappitsch,** naturopathe, 9470 Buchs SG; **Lis** et **Rico Calcagnini,** pédagogue curative et éducateur social, 7223 Buchen GR; **Irene Herzog-Feusi,** présidente Bürgerforum Freienbach, 8808 Pfäffikon SZ; **Hans-Peter Köhli,** 8000 Zürich ZH; **Susanne Schneider,** professeur de gymnase, 4059 Basel BS; **Urs Martin,** député, 8590 Romanshorn TG; **Marcel Rutz,** 8500 Frauenfeld TG; **Erwin Sutter,** président UDF, député, 8200 Schaffhausen SH; **Michael Fitzi,** président «Starke Volksschule St. Gallen», 9422 Staad SG, **Monika Bayard-Ruff,** mère, enseignante, 3940 Steg-Hohtenn VS; **Daria Wegmüller,** 5073 Gipf-Oberfrick AG;

Etat le 15/6/14